



125

Jahre Zukunft. Gemeinsam für Gerechtigkeit.
ans pleins d'avenir. Ensemble pour la justice sociale.
anni per il nostro futuro e per la giustizia sociale.

SGB Schweizerischer Gewerkschaftsbund
USS Union syndicale suisse
USS Unione sindacale svizzera

Die Entwicklung des Tieflohnsektors in der Schweiz, 1998-2002

Eine Evaluation der SGB-Mindestlohnkampagne

(avec un résumé en français)

von Daniel Oesch, Roman Graf und Serge Gaillard

Dossier 35

April 2005

Inhaltsverzeichnis

Résumé.....	4
Zusammenfassung.....	8
1. Idee, Konzept und Durchführung.....	12
1.1 Die Ausgangslage.....	12
1.2 Die Umsetzung der Kampagne.....	13
1.3 Entscheid für eine gesamtarbeitsvertragliche Mindestlohnstrategie.....	14
2. Empirische Auswertung des Einflusses der Mindestlohnkampagne.....	15
2.1 Die Entwicklung der GAV-Mindestlöhne in den Tieflohnbranchen.....	16
2.2 Die Entwicklung des Beschäftigtenanteils mit Löhnen unter 3000 / 3500 Franken.....	18
2.3 Die Entwicklung des Beschäftigtenanteils mit Löhnen unter 50% und unter 66% des Medianlohnes.....	20
2.4 Die Entwicklung der Lohndisparität.....	23
3. Fazit und Ausblick.....	25
3.1 Die Erfolge der Kampagne.....	25
3.2 Offene Baustellen und Zukunftsperspektiven.....	27
Literaturangaben.....	29
Anhang.....	30

Résumé

1. Contexte et mise en œuvre de la campagne

En 1998, la politique salariale fut l'un des points abordés par l'Union syndicale suisse (USS), lors de son Congrès de Davos. À ce chapitre, les congressistes décidèrent entre autres de lancer une campagne contre les salaires inférieurs à 3000 francs. Suite à une longue période de stagnation, les bas salaires avaient aggravé la précarisation et la pauvreté en Suisse. Et la population avait toujours plus conscience de l'existence des « travailleurs pauvres », les « working poor ». Après six années de récession et étant donné le fort taux de chômage à l'époque, les salarié(e)s qui touchaient des petits salaires risquaient de sortir bredouilles de la reprise économique annoncée, un danger alors renforcé par l'introduction attendue de la libre circulation des personnes avec les pays de l'Union européenne (UE). Il s'agissait donc, en lançant un débat public sur les bas salaires, de redresser la barre. Le but visé était de sortir la question salariale d'un contexte uniquement fédératif et de la « politiser ». La **mise en œuvre** de la campagne sur les salaires minimaux s'est déroulée à divers niveaux, à savoir :

- *Dans les médias* : études scientifiques et campagne médiatique ont permis de thématiser efficacement la question des bas salaires à l'attention du public. C'est en particulier le syndicat des médias créé en 1996, unia, qui, parallèlement à ses négociations, mena à l'intention du public une campagne contre les bas salaires dans la vente et l'hôtellerie-restauration.
- *Contre le discours dominant* : afin de contrer la thèse dominante selon laquelle tout salaire minimal serait un obstacle à l'emploi et, de ce fait, provoquerait une augmentation du chômage, l'USS a publié, avec le concours d'économistes et de spécialistes de droit du travail réputés, un rapport d'expert(e)s sur cette question.
- *Par une pression dans les branches* : la plupart des syndicats se sont engagées les années suivantes de manière soutenue, lors de leurs négociations collectives, pour l'augmentation à 3000 francs nets des salaires minimaux inférieurs à ce seuil. La revendication de salaires minimaux aptes à garantir le minimum vital fit partie intégrante de ces négociations.

En misant sur l'instrument des CCT (pour tout le monde) et des salaires minimaux inscrits dans celles-ci, l'USS a sciemment renoncé à la revendication d'un salaire minimal légal national. Pareille revendication aurait dû recevoir l'aval du parlement, à l'issue d'un processus s'étendant sur plusieurs années, et le salaire minimal aurait été inéluctablement fixé en fonction de la branche la plus faible à cet égard, l'agriculture. C'est pour cela que l'USS a choisi l'option CCT.

2. Évaluation de l'influence exercée par la campagne sur les salaires minimaux

En collaboration avec Roman Graf (Observatoire Universitaire de l'Emploi, Université de Genève), l'USS a analysé l'évolution du secteur à bas salaires dans toutes sortes de branches entre 1998 et 2002. Cette analyse avait pour but d'évaluer l'incidence de la campagne de l'USS sur les salaires minimaux. En résumé, elle a mis en évidence les résultats suivants :

- *Salaires fixés dans les CCT* : dans quelques branches, des augmentations substantielles des salaires minimaux ont pu être obtenues. C'est le cas en particulier dans l'hôtellerie et la restauration, le commerce de détail (Migros, Coop, Denner, Manor) ainsi que dans l'industrie textile : dans ces branches, les salaires minimaux fixés par la CCT ont été relevés de 30% environ pour les personnes sans qualification. En 2002 déjà, une étude de l'Université de St-Gall arrivait à la conclusion qu'entre 1999 et 2001, le taux de croissance moyen des salaires minimaux versés au personnel non qualifié dépassait de loin le taux de croissance des salaires payés au personnel au bénéfice d'une formation professionnelle¹.
- *Salaires inférieurs à 3000/3500 francs* : il ressort d'une évaluation réalisée dans le cadre de l'Enquête suisse sur la structure des salaires que la proportion de personnes occupées touchant des salaires inférieurs à 3000 francs a été pratiquement divisée par deux entre 1998 et 2002, passant de 5,6% à 3%. Le recul a été particulièrement marqué pour les femmes : de 11,3% à 5,7%. Le recul est aussi très net pour les salaires inférieurs à 3500 francs bruts entre 1998 et 2002 : de 13,3% à 9% (tous salarié(e)s confondus), et de 26,5% à 17,1% (femmes seulement). Une forte diminution peut être observée dans ces branches traditionnellement à bas salaires que sont l'industrie textile, l'hôtellerie-restauration et le commerce de détail. Les bas salaires sont également en nette diminution dans l'industrie alimentaire, l'horlogerie ainsi que dans les professions de la santé et les activités sociales. La campagne sur les salaires minimaux semble avoir eu peu d'effet dans des branches comme les transports terrestres (par la route), les services aux entreprises (nettoyage, sécurité privée, etc.), ou la métallurgie et l'industrie des machines (salaires féminins) : le pourcentage de bas salaires y est resté stable.
- *Évolution des bas salaires et évolution générale des salaires* : les calculs effectués dans le secteur des bas salaires à partir du salaire médian (qui s'est accru de 6,5% entre 1998 et 2002) montrent que les bas salaires ont aussi légèrement régressé par rapport à la structure globale des salaires : en 1998, 11,1% des salarié(e)s gagnaient moins que 66% du salaire médian de l'ensemble de l'économie ; la proportion était descendue à 10,7% en 2002. Pour les femmes, elle a diminué de 22,8% (en 1998) à 20,55 (en 2002).
- *Écart de salaire*: En 1998, certains à l'USS avaient craint que les salarié(e)s non qualifiés ne sortent bredouilles de la reprise économique étant donné le fort taux de chômage et la pratique des hausses individuelles de salaires. Cette évolution était censée entraîner une nette augmentation des disparités salariales. La campagne sur les salaires minimaux en-

¹ Prey, Hedwig, Widmer, Rolf et Hans Schmid (2002), *Salaires minimaux fixés dans les conventions collectives de travail de 1999 à 2001*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

tendait dès lors faire contrepoids. Nos évaluations indiquent qu'elle y est parvenue au moins en partie : de 1998 à 2000, l'écart entre hauts et bas salaires s'est un peu creusé. Cette évolution a toutefois pu être partiellement annulée entre 2000 et 2002.

3. Succès de la campagne sur les salaires minimaux

Le principal mérite de la campagne sur les salaires minimaux a été d'enrayer l'extension du secteur des bas salaires. C'est ainsi que les personnes touchant un salaire mensuel inférieur à 3000 francs bruts ont vu leur nombre diminuer de 100'000, alors que le nombre de salarié(e)s touchant moins de 3500 francs par mois se réduisait même de plus de 200'000. La majorité des bénéficiaires de ces améliorations ont été des femmes. La campagne a par ailleurs produit des résultats dans trois autres domaines :

- *Écho dans la population* : la campagne sur les salaires minimaux a eu un impact très positif dans la population : dans sa grande majorité, celle-ci a apporté son soutien à nos revendications et exigé que toute personne accomplissant un travail puisse vivre décemment de son salaire. À noter que la grande simplicité de la formule « pas de salaires au-dessous de 3000 francs » a joué en l'espèce un rôle important. Il ne s'agissait pas de préserver une catégorie sociale particulière de la pauvreté (comme l'exigent les partis bourgeois en politique sociale quand ils brandissent le principe de l'aide à ceux et celles qui en ont vraiment besoin), mais de mettre tous les travailleurs et travailleuses au bénéfice du droit à un salaire décent. Par son engagement au service des plus faibles sur le marché du travail, la campagne a permis aux syndicats de retirer un bénéfice d'image dans la population.
- *Pas d'augmentation des écarts de salaire* : grâce à la campagne sur les salaires minimaux, il a été possible d'éviter que les différences structurelles entre bas et hauts salaires ne s'accroissent. Les salaires les plus faibles ont été augmentés au moins proportionnellement par rapport à l'évolution générale des salaires, à tout le moins dans les branches où la proportion de bas salaires est importante (industrie alimentaire, industrie textile, industrie du papier et de l'emballage, arts graphiques, construction, commerce de détail, hôtellerie-restauration ainsi que santé et activités sociales). Nul ne sera vraiment surpris d'apprendre que les écarts de rémunération ont continué de se creuser dans ces branches à hauts salaires que sont la chimie et les banques. Il est plus surprenant de noter que la fourchette des salaires s'est encore élargie dans les transports terrestres et les communications. Ce phénomène s'explique sans doute par la libéralisation survenue dans les entreprises para-étatiques (La Poste, les CFF) ainsi que par la privatisation partielle de Swisscom.
- *Incidence sur le débat de politique économique* : la campagne a aussi eu des répercussions au niveau des débats en matière de politique économique. De même que l'USS avait, dans les années 90, réussi à rompre le « consensus monétariste » à l'honneur dans la politique monétaire, elle est parvenue cette fois-ci à En Suisse, à la différence de l'Allemagne, les journalistes économiques qui ont, pendant des années, propagé l'idée que la fixation de salaires minimaux était la mesure la plus préjudiciable au développe-

ment économique ont mis une sourdine à leur propos. Les compléments de salaire (à la place d'une augmentation des salaires minimaux) dont Pascal Couchepin, alors ministre de l'économie, s'était fait le chantre, ont également disparu de l'ordre du jour.

4. Chantiers encore ouverts

Trois points peuvent être cités à ce chapitre :

- *Sans mobilisation dans les branches, rien ne se passe* : les pressions venues de la population ne suffisent pas pour éliminer les bas salaires. Si les salarié(e)s ne se mobilisent pas dans les branches, les résultats seront très minces. Les chiffres relatifs aux transports terrestres (routiers) ou aux services fournis aux entreprises le montrent, parmi d'autres exemples. Dans ces deux branches, la proportion d'employé(e)s gagnant moins de 3500 francs a stagné à 9% entre 1998 et 2002. Cela s'explique peut-être par le fait que les syndicats n'ont qu'un pouvoir très indirect sur la fixation des salaires dans ces branches – soit que les négociations conventionnelles n'y sont pas pratiquées du tout (transports routiers), soit que des conventions de branche n'y existent que depuis peu et seulement dans certains secteurs (services fournis aux entreprises : nettoyage, sécurité).
- *Sans CCT et sans négociations salariales, pas de pouvoir sur les salaires* : dans les activités à bas salaires, les CCT restent rares et le taux de couverture lacunaire. Or, sans salaires minimaux fixés par les CCT, il n'existe pas de possibilité d'agir directement pour augmenter les bas salaires. C'est pourquoi la campagne « CCT pour toutes et tous ! » est nécessaire pour pouvoir faire un pas en avant dans la lutte contre les bas salaires. Il faut développer la codification par les CCT, étendre leurs domaines d'application et accroître le nombre de nouvelles conventions. Les premières étapes en ce sens ont été accomplies grâce aux nouvelles CCT conclues dans le nettoyage, les services de sécurité privés, les boutiques des stations-service, la profession d'assistante en pharmacie, les entreprises d'entretien des textiles et les blanchisseries, ainsi que quelques hôpitaux.
- *Adapter les salaires minimaux de toutes les catégories à l'évolution économique* : la campagne sur les salaires minimaux ne saurait se limiter au relèvement des salaires à 3000 francs. Facile à retenir, le slogan des 3000 francs nets a certes marqué les esprits. Mais un salaire de ce niveau suffit tout juste à assurer la subsistance d'une personne. C'est pourquoi tous les salaires minimaux doivent être adaptés à l'évolution économique. Il faut aussi éviter de donner l'impression que les salaires les plus faibles devraient être fixés dans des CCT et que les salaires versés pour des activités plus qualifiées pourraient être abandonnés à la logique du marché. Un salaire minimal est aussi nécessaire pour rémunérer des activités qui requièrent une certaine formation ou expérience professionnelle. Les salaires minimaux sont en définitive la seule protection contre les pressions à la baisse qui s'exercent sur les salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes.

Zusammenfassung

1. Ausgangslage und Umsetzung der Kampagne

1998 hat der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) die Lohnpolitik zum Gegenstand seines Kongresses in Davos gemacht. Unter anderem beschloss er damals, eine Kampagne gegen Löhne unter 3'000 Franken zu lancieren. In Folge der langen Stagnationsperiode hatten die tiefen Löhne zunehmend zu Prekarisierung und Armut geführt: Die „working poor“ waren vermehrt in das Bewusstsein der Öffentlichkeit gedrungen. Nach sechs Rezessionsjahren und einer hohen Arbeitslosigkeit bestand zudem die Gefahr, dass die Bezüger und Bezügerinnen von tiefen Löhnen beim angekündigten Konjunkturaufschwung leer ausgehen würden - eine Gefahr, die durch bevorstehende Personenfreizügigkeit mit den Ländern der Europäischen Union verstärkt wurde. Hier sollte eine öffentliche Auseinandersetzung über die tiefen Löhne Gegensteuer geben. Ziel war es, die Lohnfrage über die alleinige Verbandsebene hinauszuhoben und zu „politisieren“. Die **Umsetzung** der Mindestlohnkampagne erfolgte auf verschiedenen Ebenen:

- *Öffentlichkeitsarbeit:* Mit wissenschaftlichen Studien und einer aktiven Medienkampagne wurden Tiefelöhne öffentlichkeitswirksam thematisiert. Insbesondere die 1996 gegründete Dienstleistungsgewerkschaft unia führte parallel zu den Verhandlungen eine aktive Öffentlichkeitsarbeit gegen tiefe Löhne im Verkauf und Gastgewerbe.
- *Brechen des dominanten Diskurses:* Um die Dominanz der These zu brechen, wonach jeder Mindestlohn Beschäftigungsmöglichkeiten verhindere und deshalb zu einer höheren Arbeitslosigkeit führe, verfasste der SGB gemeinsam mit anerkannten Wirtschaftsfachleuten und Arbeitsrechtsspezialisten einen Expertenbericht Mindestlöhne.
- *Druck in den Branchen:* Die meisten Gewerkschaften setzten sich in den folgenden Jahren in den Vertragsverhandlungen stark dafür ein, Mindestlöhne, die unter 3'000 Franken netto lagen, auf dieses Niveau zu erhöhen. Die Forderung nach existenzsichernden Mindestlöhnen wurde ein fester Bestandteil der GAV-Verhandlungen.

Der SGB setzte auf die Mittel „GAV für alle“ und „vertragliche Mindestlöhne“, er verzichtete bewusst darauf, einen nationalen gesetzlichen Mindestlohn zu fordern. Ein solcher hätte – in einem jahrlangen Prozess - vom Parlament beschlossen werden müssen und hätte sich unweigerlich an der schwächsten Branche, der Landwirtschaft, orientiert. Deshalb hatte sich der SGB für die gesamtarbeitsvertragliche Stossrichtung entschieden.

2. Auswertung des Einflusses der Mindestlohnkampagne

In Zusammenarbeit mit Roman Graf (Observatoire Universitaire de l'Emploi, Universität Genf) hat der SGB die Entwicklung des Tieflohnsektors 1998-2002 in den verschiedensten Branchen analysiert. Ziel war es, den Einfluss der SGB-Mindestlohnkampagne zu evaluieren. Zusammengefasst können folgende Ergebnisse hervorgehoben werden:

- *GAV-Löhne:* In einigen Branchen konnten substantielle Erhöhungen der GAV-Mindestlöhne durchgesetzt werden. Dies trifft insbesondere auf das Gastgewerbe, den Detailhandel (Migros, Coop, Denner, Manor) sowie die Textilindustrie zu: In diesen Branchen wurden zwischen 1998 und 2004 die GAV-Mindestlöhne für ungelernete Beschäftigte um rund 30% angehoben. Bereits 2002 kam eine Untersuchung der Universität St. Gallen zum Schluss, dass die durchschnittliche Wachstumsrate der Mindestlöhne für Ungelernte zwischen 1999 und 2001 deutlich über jener für Beschäftigte mit Berufsbildung lag.
- *Löhne unter 3000/3500 Franken:* Eine Auswertung der Schweizerischen Lohnstrukturerhebung zeigt, dass sich zwischen 1998 und 2002 der Anteil der Beschäftigten mit Löhnen unter 3000 Franken beinahe halbiert hat: von 5.6% auf 3%. Insbesondere für Frauen war der Rückgang bemerkenswert: von 11.3% auf 5.7%. Auch bei Löhnen unter 3500 Franken brutto war zwischen 1998 und 2002 eine deutliche Abnahme ersichtlich: von 13.3% auf 9% (alle Beschäftigten), von 26.5% auf 17.1% (Frauen). Ein starker Rückgang kann in den traditionellen Tieflohnbranchen Textilindustrie, Gastgewerbe und Detailhandel festgestellt werden. Auch in der Nahrungsmittelindustrie, Uhrenindustrie sowie dem Gesundheits- und Sozialwesen haben die Tieflohne merklich abgenommen. Wenig Einfluss scheint die Mindestlohnkampagne auf Branchen wie den Landverkehr (Strassentransport), Dienstleistungen an Unternehmen (u. a. Reinigung, private Sicherheit) oder die Metall- und Maschinenindustrie (Frauenlöhne) gehabt zu haben: Hier blieb der Anteil tiefer Löhne stabil.
- *Entwicklung der Tieflohne im Verhältnis zur generellen Lohnentwicklung:* Berechnungen des Tieflohnsektors anhand des Medianlohnes (der zwischen 1998 und 2002 um 6.5% angewachsen ist), zeigen, dass sich die Tieflohne auch im Verhältnis zur Entwicklung der gesamten Lohnstruktur leicht zurückgebildet haben: 1998 verdienten 11.1% der Beschäftigten weniger als 66% des gesamtwirtschaftlichen Medianlohnes, 2002 waren es 10.7%. Bei Frauen hat sich dieser Anteil von 22.8% (1998) auf 20.5% (2002) zurückgebildet.
- *Lohndisparität:* 1998 wurde im SGB befürchtet, dass vor dem Hintergrund der hohen Arbeitslosigkeit und der Praxis individueller Lohnerhöhungen unqualifizierte Arbeitnehmende beim wirtschaftlichen Aufschwung lohnmassig leer ausgehen würden. Eine solche Entwicklung würde zu einer deutlichen Zunahme der Lohndisparität führen. Hier wollte die Mindestlohnkampagne Gegensteuer geben. Unsere Berechnungen zeigen, dass ihr dies zumindest teilweise gelungen ist: Von 1998 bis 2000 hat die Disparität zwischen hohen und tiefen Löhnen leicht zugenommen. Diese Zunahme konnte jedoch zwischen 2000 und 2002 zu einem Teil wieder rückgängig gemacht werden.

3. Erfolge der Mindestlohnkampagne

Der Hauptverdienst der Mindestlohnkampagne war, der Ausbreitung des Tieflohnsektors Einhalt geboten zu haben. So konnte zwischen 1998 und 2002 die Zahl der Beschäftigten mit Monatslöhnen unter 3000 Franken brutto um rund 100'000, die Zahl der Erwerbstätigen mit Monatslöhnen unter 3500 Franken brutto gar um 200'000 verringert werden. Davon wa-

ren die Mehrheit Frauen. Die Kampagne hat zumindest in drei weiteren Bereichen Erfolge gezeitigt:

- *Echo in der Öffentlichkeit:* Die Mindestlohnkampagne hatte ein sehr positive Echo in der Bevölkerung: Die grosse Mehrheit unterstützte die Forderung, dass wer arbeitet, auch in Würde von seinem Lohn leben können soll. Dabei leistete die Einfachheit der Losung „keine Löhne unter 3000 Franken“ einen wichtigen Beitrag. Nicht eine einzelne gesellschaftliche Gruppe sollte vor Armut geschützt werden (wie es das bürgerliche Bedarfsprinzip in der Sozialpolitik verlangt), sondern alle Werktätigen sollten Anrecht auf einen anständigen Lohn haben. Mit ihrem Einsatz für die Schwächsten auf dem Arbeitsmarkt verhalf die Kampagne den Gewerkschaften zu einem Imagegewinn in der Öffentlichkeit.
- *Keine Öffnung der Lohnschere:* Dank der Mindestlohnkampagne konnte eine weitere Spreizung der Lohnstruktur verhindert werden. Zumindest in Branchen mit einem hohen Tieflohnanteil sind die tiefsten Löhne mindestens proportional zur allgemeinen Lohnentwicklung angehoben worden (so in der Nahrungsmittelindustrie, Textilindustrie, Papier und Verpackung, Druck, Bauindustrie, Detailhandel, Gastgewerbe sowie Gesundheits- und Sozialwesen). Wenig überraschend hat sich in den Hochlohnbranchen Chemie und Banken die Lohnschere weiter geöffnet. Überraschender war die Spreizung der Lohnstruktur in den Branchen Landverkehr und Nachrichtenübermittlung. Sie muss wohl mit der Liberalisierung in den staatsnahen Betrieben (Post, SBB) sowie der Teilprivatisierung von Swisscom erklärt werden.
- *Einfluss auf wirtschaftspolitische Debatte:* Auch auf der Ebene der wirtschaftspolitischen Auseinandersetzungen hat die Kampagne ihren Nachhall gefunden. Die Kampagne schaffte es, den Konsens zu schwächen, wonach jeder Arbeitnehmerschutz zulasten der Wirtschaftsentwicklung und der Beschäftigung gehe. Die vom damaligen Wirtschaftsminister Couchepin gepredigten Lohnzuschüsse (anstelle einer Erhöhung der Mindestlöhne) haben ebenfalls an Aktualität verloren.

4. Offene Baustellen

Drei offene Punkte können erwähnt werden:

- *Ohne Mobilisierung in den Branchen geschieht nichts:* Druck in der Öffentlichkeit alleine genügt nicht, um tiefe Löhne auszumerzen. Ohne Mobilisierung der Beschäftigten in den Branchen läuft nur sehr wenig. Dies zeigen beispielsweise die Zahlen für den Landverkehr (Strassentransport) oder die Dienstleistungen an Unternehmen. In beiden Branchen hat der Anteil der Beschäftigten mit Löhnen unter 3500 Franken zwischen 1998 und 2002 bei 9 Prozent stagniert. Dies rührt möglicherweise daher, dass in diesen Branchen die Gewerkschaften nur sehr indirekten Zugriff auf die Lohnfestsetzung haben – dies deshalb, weil entweder keine eigentlichen Vertragsverhandlungen stattfinden (Strassentransport) oder Branchenverträge erst seit kurzem und nur in Teilgebieten existieren (Dienstleistungen an Unternehmen: Reinigung, Sicherheit).

- *Ohne GAV mit Lohnverhandlungen kein Zugriff auf Löhne:* Noch immer ist der GAV-Abdeckungsgrad in den Tieflohnbereichen lückenhaft. Ohne GAV-Mindestlöhne fehlt jedoch eine direkte Zugriffsmöglichkeit zur Erhöhung der Tieflohne. Deshalb ist die Kampagne „GAV für alle!“ notwendig, um im Kampf gegen Tieflohne einen Schritt vorwärts machen zu können: Die Regelungsdichte der GAV muss erhöht, die Geltungsbereiche der GAV ausgedehnt und die Zahl der neuen GAV vergrößert werden. Erste Schritte wurde hier bereits gemacht mit den neuen GAV in der Reinigungsbranche, den privaten Sicherheitsdienstleistungen, den Tankstellenshops, den Apothekenassistentinnen oder der Textilpflege und Wäschereien.
- *Mindestlöhne für alle Kategorien, Mindestlöhne an Wirtschaftsentwicklung anpassen:* Die Mindestlohnkampagne kann nicht bei 3000 Franken stehen bleiben. 3000 Franken netto haben sich als einprägsamer Slogan bewährt. Doch dieser Lohn genügt nur knapp, um den Lebensunterhalt einer Einzelperson zu decken. Deshalb müssen alle Mindestlöhne an die wirtschaftliche Entwicklung angepasst werden. Es muss auch der Eindruck vermieden werden, dass nur die tiefsten Löhne gesamtarbeitsvertraglich festgelegt werden müssen und die Löhne für qualifiziertere Tätigkeiten dem Markt überlassen werden können. Mindestlöhne sind auch notwendig für Tätigkeiten, die eine bestimmte Ausbildung oder Berufserfahrung erfordern. Nur solche bieten letztlich Schutz gegen Lohndruck im Rahmen der Personenfreizügigkeit.

1. Idee, Konzept und Durchführung

1.1 Die Ausgangslage

1998 hat der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) die Lohnpolitik zum Gegenstand seines Kongresses in Davos gemacht. Unter anderem beschloss er damals, eine Kampagne gegen Löhne unter 3'000 Franken zu lancieren. Die Lohnfrage sollte über die alleinige Verbandsebene hinausgehoben und „politisiert“ werden (SGB-Frauen, 1997; Rieger, 1999). Zugleich entschied der Kongress, dass die Einführung der Personenfreizügigkeit mit den Ländern der Europäischen Union nur unter der Bedingung unterstützt werde, dass Instrumente geschaffen würden, welche den Druck auf tiefe Löhne effizient verhinderten.²

Die Lancierung einer Kampagne gegen Löhne unter 3'000 Franken und für Mindestlöhne wurde vom SGB mit folgenden Argumenten begründet:³

- (a) Nach sechs Rezessionsjahren befand sich die Arbeitslosigkeit mit einer Quote von fast 5% auf einem Rekordniveau. Der SGB befürchtete, dass es trotz Aufschwung lange Zeit dauern würde, bis die Arbeitslosigkeit wieder deutlich gesenkt werden könne und dass sie einen erheblichen Druck insbesondere auf die Löhne von Personen „in unstablen Beschäftigungsverhältnissen (...) und in privatwirtschaftlich organisierten Wirtschaftsbereichen ohne Gesamtarbeitsverträge“⁴ ausüben werde. Die Tieflohnkampagne sollte sicherstellen, dass auch die Bezüger und Bezügerinnen von tiefen Löhnen vom angekündigten Konjunkturaufschwung profitieren.
- (b) Der SGB stellte zwar fest, dass in der Schweiz tiefe Löhne insbesondere unter Frauen und Ausländer/innen bereits seit langer Zeit verbreitet waren. In Folge der langen Stagnationsperiode hätten diese jedoch vermehrt zu Prekarisierung und Armut geführt. Hauptursache war hierbei die kontinuierliche Erhöhung von Gebühren und indirekten Steuern seitens der öffentlichen Hand, um die Finanzierung der krisenbedingten Mehrausgaben sicherzustellen. Zeitgleich stieg das Risiko, erwerbslos zu werden, enorm an - dies führte dazu, dass vermehrt befristete Arbeitsverträge abgeschlossen wurden und die unfreiwillige Teilzeitarbeit zugenommen hatte.⁵
- (c) Der SGB musste feststellen, dass nur etwa 50% der privat angestellten Lohnabhängigen einem GAV unterstehen und nur etwa 40 Prozent einem GAV mit verbindlichen Mindestlöhnen. Einige dieser Mindestlöhne lagen zudem in den neunziger Jahren deutlich unter 50 Prozent des Medianwertes (Oesch, 2001). Insbesondere in den Tieflohnbranchen war das interne Kräfteverhältnis zuungunsten der Gewerkschaften, sodass

² SGB (1998): „Der 50. Kongress des SGB“, SGB-Dokumentation Nr. 60.

³ Gaillard Serge (1998): Vollbeschäftigung und gerechte Einkommensverteilung sind eine Frage des politischen Willens, Presseunterlagen Schweizerischer Gewerkschaftsbund vom 15. Oktober 1998; Schäppi (1998); Rieger (1999).

⁴ Gaillard Serge (1998), siehe Fussnote 2.

⁵ Vgl. dazu auch Flückiger Y. (1999) und Gaillard S. (1999): « SGB bekämpft tiefe Löhne – Bemerkungen zur Studie Flückiger », Presseunterlagen Schweizerischer Gewerkschaftsbund vom 6. Januar 1999.

eine Strategie, die rein branchenintern eine massive Erhöhung und Ausdehnung der Mindestlöhne erreichen wollte, als unrealistisch eingeschätzt werden musste

- (d) Der SGB befürchtete, dass sich diese Tieflohnsegmente mehr und mehr verbreiten würden, weil viele Großkonzerne und privatisierte Unternehmungen gezielt Tätigkeiten ausgliederten, die der Tieflohnkonkurrenz ausgesetzt werden konnten (Reinigung, Transportdienstleistungen etc.).
- (e) Schliesslich ging der SGB davon aus, dass es nach sechs wirtschaftlichen und lohn-mässigen Stagnationsjahren sehr schwierig sein würde, wieder zu einer Lohnpolitik zurückzukehren, bei der allgemeine Lohnerhöhungen gewährt würden. Diese Befürchtung rührte auch daher, dass während eines Jahrzehnts der Übergang zu einer leistungsorientierten und individuellen Lohnpolitik gepredigt worden war und viele Personalchefs darauf warteten, diese bei wieder wachsendem Verteilungsspielraum endlich umsetzen zu können.
- (f) Zusätzlich befürchtete der SGB, dass die bevorstehende Personenfreizügigkeit mit den Ländern der Europäischen Union einen zusätzlichen Druck auf die Löhne ausüben würde.

Für die Lancierung der „Mindestlohnkampagne“ waren noch weitere Gründe maßgeblich, die in der Öffentlichkeit weniger diskutiert wurden. Die „working poor“ waren (aus den genannten Gründen) vermehrt in das Bewusstsein der Öffentlichkeit gedrungen. Das gab allen Arten von Vorschlägen Auftrieb, welche staatliche Lohnzuschüsse propagierten. Der SGB befürchtete jedoch, dass mit staatlichen Lohnzuschüssen die Existenz von Wirtschaftsbereichen mit Löhnen, die nicht einmal zum Leben genügten, nicht nur akzeptiert, sondern gar noch gefördert worden wären. In die gleiche Richtung ging damals auch die Diskussion um die Zukunft der Sozialversicherungen. Diese befanden sich nach sechs Stagnationsjahren in einer finanziell schwierigen Situation, was dazu führte, dass sie vermehrt grundsätzlich in Frage gestellt wurden. Sie seien nicht effizient, da sie es nicht schafften, Armut zu verhindern. Deshalb brauche es eine Abkehr vom sogenannten „Gießkannensystem“ (gemeint war das Sozialversicherungsprinzip) und die vermehrte Anwendung des Bedarfsprinzips. Demgegenüber betonten die Gewerkschaften die Notwendigkeit einer Vollbeschäftigungspolitik und von Löhnen, die zu einem würdigen Leben genügten (Gaillard, 2001). Das Phänomen der „working poor“ sollte einerseits durch höhere Mindestlöhne, andererseits durch eine bessere Infrastruktur für die Fremdbetreuung von Kindern sowie durch eine bessere Aufteilung der „Kinderkosten“ bekämpft werden, insbesondere durch höhere Kinderzulagen.

1.2 Die Umsetzung der Kampagne

Die Umsetzung der Mindestlohnkampagne erfolgte auf verschiedenen Ebenen:

- (a) *Öffentlichkeitsarbeit*: Ein Hauptanliegen der Kampagne war, die Lohnfrage zu „politisieren“ und insbesondere das Problem von Tiefstlöhnen in die Öffentlichkeit zu tragen (Rieger, 1999; 2001). Um die Öffentlichkeit auf die Verbreitung der tiefen Löhne auf-

merksam zu machen, gab der SGB bei Professor Yves Flückiger (Universität Genf) eine Studie über die Tieflohnbezüger in der Schweiz in Auftrag (Flückiger, 1999). Eine große Sensibilisierung für diese Frage bewirkte auch die fast gleichzeitige Studie der Caritas zum Thema der Working Poor (Liechti und Knöpfler, 1998), Die „arbeitenden Armen“ waren nicht nur zu einem verbreiteten, sondern auch zu einem gesellschaftlich wahrgenommenen Problem geworden.

- (b) *Brechen des dominanten Diskurses:* Wirtschaftsprofessoren, Chefbeamte in den mit Wirtschaftspolitik befassten Bundesämtern sowie Wirtschaftsredaktoren der führenden Zeitungen hatten während mehr als einem Jahrzehnt die These verbreitet, dass jeder Mindestlohn Beschäftigungsmöglichkeiten verhindere und deshalb zu einer höheren Arbeitslosigkeit führe. Um die Dominanz dieser These zu brechen, verfasste der SGB gemeinsam mit anerkannten Wirtschaftsfachleuten und Arbeitsrechtsspezialisten einen „Expertenbericht Mindestlöhne“. Der Bericht erarbeitete Vorschläge für das Niveau eines allfälligen Mindestlohnes, fasste ausländische Studien über die volkswirtschaftlichen Auswirkungen von Mindestlöhnen zusammen und versuchte die Wirkungen eines Mindestlohnes auf die Wettbewerbsfähigkeit und Absatzpreise in den Wirtschaftszweigen zu evaluieren (Gaillard und Oesch, 2000).
- (c) *Druck in den Branchen:* Die meisten Gewerkschaften setzten sich in den folgenden Jahren in den Vertragsverhandlungen stark dafür ein, Mindestlöhne, die unter 3'000 Franken netto lagen, auf dieses Niveau zu erhöhen. Die Forderung nach existenzsichernden Mindestlöhnen wurde somit ein fester Bestandteil der GAV-Verhandlungen (SGB, 1999). Darüber hinaus wurde versucht, die Reichweite durch eine breitere Unterstellung von Beschäftigungskategorien (TeilzeiterInnen, Aushilfspersonal) und den Abschluss neuer GAV zu vergrössern (Schäppi, 1998; Rieger, 2001). Insbesondere die 1996 gegründete Dienstleistungsgewerkschaft unia führte parallel zu den Verhandlungen eine aktive Öffentlichkeitsarbeit gegen tiefe Löhne im Verkauf und Gastgewerbe.⁶ In beiden Branchen wurden in der Folge die Mindestlöhne massiv angehoben. Die aus dem angelsächsischen Bereich übernommene Strategie des *shaming und naming* – des öffentlichen Anprangerns von Unternehmen, die Tiefstlöhne bezahlen –, wurde insbesondere gegenüber den Grossbetrieben des Detailhandels (Migros und Coop) sehr erfolgreich angewandt.

1.3 Entscheid für eine gesamtarbeitsvertragliche Mindestlohnstrategie

Auf der politischen Ebene hat der SGB zwar immer „mehr Gesamtarbeitsverträge und Mindestlöhne“ propagiert. Hingegen hat er es bewusst unterlassen, auf nationaler Ebene einen gesetzlichen Mindestlohn zu fordern⁷. Ein nationaler Mindestlohn müsste vom Parlament beschlossen werden. Dieses hätte in Beratungen der wirtschaftlichen Tragbarkeit von Mindestlöhnen in der schwächsten Branche, der Landwirtschaft, ein großes Gewicht beigemessen. Deshalb war abzusehen, dass auf nationaler Ebene ein äußerst tiefer Mindestlohn fest-

⁶ Für eine Übersicht der Lohnsituation in diesen beiden Branchen in den neunziger Jahren, siehe Bauer (1999).

⁷ SGB-Pressedienst (2000): „Zuerst ein günstiges Kräfteverhältnis – dann Mindestlöhne im Rahmen der flankierenden Maßnahmen“, Pressedienst vom 14.11.2000.

gelegt worden wäre, der außerhalb der Landwirtschaft kaum Wirkung erzielt hätte. Darum sollten die Mindestlöhne in erster Linie in den Gesamtarbeitsverträgen erhöht und später, bei günstigerem Kräfteverhältnis, im Rahmen der flankierenden Massnahmen zur Einführung des freien Personenverkehrs zwischen der Schweiz und den Mitgliedstaaten der Europäischen Union eingeführt werden.⁸

In den Jahren von 1998 bis zum heutigen Tag fanden parallel zu den Diskussionen über Mindestlöhne Verhandlungen über die flankierenden Massnahmen statt.⁹ Um wirksame Massnahmen durchsetzen zu können, mussten die Gewerkschaften dauernd auf die mit der Einführung der Personenfreizügigkeit verbundene Gefahr eines Druckes auf die tiefen Löhne und auf die Notwendigkeit von Gesamtarbeitsverträgen und Mindestlöhnen hinweisen. Aus diesem Grund waren Lohnpolitik, Gesamtarbeitsverträge und Mindestlöhne während den letzten acht Jahren andauernd ein politisches Thema.

Das Zusammenspiel der öffentlichen Kampagne gegen tiefe Löhne, die Vertragsverhandlungen um Mindestlöhne in den Branchen, das Anprangern tiefer Löhne bei ausgewählten Betrieben in einigen Branchen und die ständigen Auseinandersetzungen über die flankierenden Massnahmen haben dazu geführt, dass die Lohnpolitik und die Mindestlöhne in den letzten sieben Jahren fast ständig auch in den Medien ein Thema waren. Daran dürfte sich auch in den nächsten Jahren nicht allzu viel ändern, da die flankierenden Massnahmen in allen Kantonen umgesetzt werden müssen.

Mit Hilfe der Daten der Lohnstrukturerhebung der Jahre 1998, 2000 und 2002 ist es heute bereits möglich, erste Resultate bezüglich der Wirksamkeit der Mindestlohnkampagne vorzulegen.

2. Empirische Auswertung des Einflusses der Mindestlohnkampagne

Es bieten sich verschiedene Vorgehensweisen an, um den Einfluss der Mindestlohnkampagne auf die Lohnstruktur zu untersuchen. Nachfolgend werden wir das Augenmerk auf folgende vier Indikatoren legen:

- (2.1) *Gesamtarbeitsvertraglich vereinbarte Mindestlöhne*: Wie haben sich die GAV-Mindestlöhne in den Tieflohnbranchen entwickelt?
- (2.2) *Absoluter Anteil der Tieflohne*: Wie hat sich der Anteil der Löhne unter 3000 und unter 3500 Franken entwickelt?

⁸ Die „flankierenden Massnahmen“ wurden eingeführt um zu verhindern, dass es in Folge der Personenfreizügigkeit zu einem Druck auf die Löhne kommt. Wo die orts- und berufsüblichen Löhne in missbräuchlicher Art unterboten werden, kann die tripartite Kommission, welche den Arbeitsmarkt beobachtet, der kantonalen Regierung den Erlass von Normalarbeitsverträgen mit verbindlichen Mindestlöhnen beantragen. Eine detaillierte Beschreibung der flankierenden Massnahmen findet sich in: Trunz und Gaillard (2005).

⁹ 1998/99 fanden die Verhandlungen zu den „flankierenden Massnahmen 1“ statt, welche im Rahmen der Personenfreizügigkeit gegenüber den „alten“ Mitgliedsländer der EU eingeführt wurden. Ab 2003 setzten dann die Verhandlungen über die „flankierenden Massnahmen 2“ ein, welche mit der Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf die neuen Mitgliedsländer der EU eingeführt werden sollen.

- (2.3) *Relativer Anteil der Tieflohne:* Wie hat sich der Anteil der Löhne unter 50% und unter 66% des Medianlohnes entwickelt?
- (2.4) *Lohn disparität:* Wie hat sich das Verhältnis zwischen hohen und tiefen Löhnen entwickelt?

Die Berechnungen beruhen mit Ausnahme des ersten Indikators allesamt auf Daten der Schweizerischen Lohnstrukturerhebung (LSE). Die LSE umfasst die Lohnangaben eines repräsentativen Querschnittes der Schweizer Privatwirtschaft. Sie wird alle zwei Jahre erhoben und beinhaltet zwischen 440'000 (LSE 1998) und 1'150'000 (LSE 2002) individuelle Lohndaten. Die vorliegende Auswertung bezieht die Datensätze der Jahre 1998, 2000 und 2002 mit ein.¹⁰

2.1 Die Entwicklung der GAV-Mindestlöhne in den Tieflohnbranchen

Im Jahr 2002 gab das Bundesamt für Statistik an der Universität St. Gallen eine Studie in Auftrag, welche die Entwicklung der GAV-Mindestlöhne untersuchen sollte. Diese Auswertung aller Gesamtarbeitsverträge mit mehr als 1500 Unterstellten dokumentierte bereits 2002 den Niederschlag der Kampagne (Prey, Widmer und Schmid, 2002). Drei Beobachtungen wurden von den Autoren hervorgehoben:

- (a) Während die durchschnittliche Wachstumsrate der Mindestlöhne für Ungelernte zwischen 1999 und 2001 bei 7 Prozent lag, betrug die Wachstumsrate für Beschäftigte mit Berufsausweis nur 2.9 Prozent und für Beschäftigte mit höherem Fachausweis 3 Prozent. Die unteren Mindestlohnklassen wurden damit überproportional angehoben.
- (b) Aus dem Vergleich der GAV-Mindestlöhne mit den Löhnen der Lohnstrukturerhebung (LSE) ging hervor, dass insbesondere die ungelerten Beschäftigten und damit die Tiefstlöhne den grössten Schutz durch gesamtarbeitsvertragliche Regeln erhielten. Dies zeigte sich unter anderem daran, dass unqualifizierte Arbeitnehmende mit Einzelarbeitsvertrag häufig weniger verdienten als den GAV-Mindestlohn. Das Anheben der GAV-Mindestlöhne führte somit in Tieflohnbranchen zu einer direkten Verbesserung der Effektivlöhne der Unterstellten.
- (c) Im Jahre 2001 wurden auffällig viele der tiefsten GAV-Mindestlöhne auf ein Niveau von 3000 Franken angehoben.

Tabelle 2.1 gibt einen Überblick über die konkrete Entwicklung der gesamtarbeitsvertraglichen Mindestlöhne in einer Reihe von Tieflohnbranchen. Daraus wird ersichtlich, dass zwischen 1998 und 2004 insbesondere die Mindestlöhne für un- oder angelernte Beschäftigte teils massiv angehoben wurden. Im Gesamtarbeitsvertrag des Gastgewerbes stiegen die Mindestlöhne für Arbeitnehmende ohne Lehre um rund 33 Prozent. Auch in den beiden grössten Unternehmen des Detailhandels, Migros und Coop, wurden die tiefsten Mindestlöhne in den Betriebs-GAV um rund einen Drittel angehoben, andere Unternehmen mussten

¹⁰ Die LSE 2004 wird für Forschungsinstitute nicht vor 2006 zugänglich sein.

nachziehen (Denner, Manor). Diese Erhöhungen der Mindestlöhne sind von einiger gesamtwirtschaftlicher Bedeutung, denn der allgemeinverbindlich erklärte (AVE) Vertrag des Gastgewerbes ist der GAV mit der in der Schweiz höchsten Unterstelltenzahl von rund 150'000 Arbeitnehmenden, Migros und Coop zählen zu den grössten privaten Arbeitgebern der Schweiz mit 80'000 beziehungsweise 50'000 Angestellten. Zusammen beschäftigen das Gastgewerbe und die beiden Detailhandelsketten beinahe 10Prozent der Lohnabhängigen der Schweiz.

Tabelle 2.1: Beispiele einiger GAV-Mindestlöhne in Tieflohnbranchen (in Franken)

Branche	Qualifikation	1998	2000	2002	2004
Textilindustrie	ohne Lehre	2365	2390	2750	3050
	mit Lehre	3365	3410	3730	3950
Druckindustrie	ohne Lehre	2800	2900	3000	3000
	mit Lehre	3500	3560	3560	3560
Detailhandel, Coop	ohne Lehre	2400 -	2400 -	3200	3300
		2700*	2700*		
	mit Lehre	2600 -	2600 -	3500**	3600**
Detailhandel, Migros	ohne Lehre	3000*	3000*	3150	3300
		2500 -	2600 -		
	mit Lehre	2800	2900	-	-
		2700 -	2800 -		
Gastgewerbe	ohne Lehre	3100	3200		
	mit Lehre	2350	2410	3000	3120
Coiffure	ohne Lehre	3050	3110	3350	3525
	mit Lehre	2800	2800	3000	3200

*regional differenzierte Mindestlöhne

**Mindestlöhne für dreijährige Berufslehre

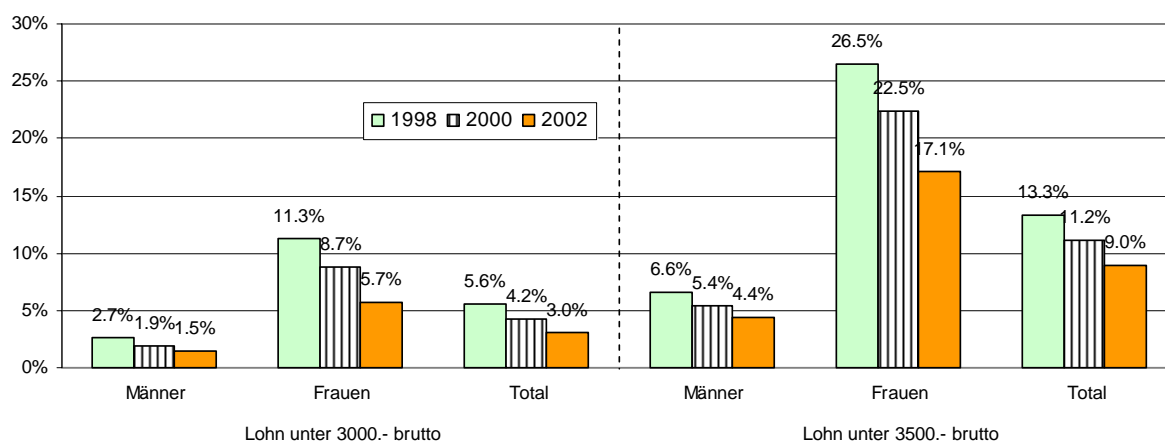
Auch in kleineren Wirtschaftssektoren wie der Textilindustrie wurden die GAV-Mindestlöhne merklich erhöht. Die Mindestlöhne verharren jedoch weiterhin auf einem tiefen Niveau. In der graphischen Industrie (Druck) sowie der Kartonage und Verpackung blieben die Lohnerhöhungen eher bescheiden. Dafür konnte im Druck der GAV-Unterstellungsbereich auf die Spedition ausgeweitet werden. In den persönlichen Dienstleistungen wurden trotz eines schwachen gewerkschaftlichen Organisationsgrades einige Fortschritte erzielt: Zwischen 1998 und 2004 stiegen die Mindestlöhne für gelernte Coiffeure/sen um 15 Prozent. In der Reinigungsbranche der Deutschschweiz und der privaten Sicherheitsdienstleistungsbranche konnten 2004 erstmals Gesamtarbeitsverträge abgeschlossen werden, die für die jeweilige Branche allgemeinverbindlich erklärt wurden. Die Mindestlöhne für ungelernete Beschäftigte liegen bei 3140 Franken im Reinigungs-GAV sowie bei 4000 Franken in der privaten Sicherheitsbranche.

2.2 Die Entwicklung des Beschäftigtenanteils mit Löhnen unter 3000 / 3500 Franken

Ein genaueres Bild der Entwicklung der Tief- und Tiefstlöhne vermittelt die Analyse der Lohnstrukturerhebung (LSE). In Graphik 2.1 ist der Anteil der Beschäftigten ausgewiesen, die für eine Vollzeitbeschäftigung von 40 Wochenstunden monatlich weniger als 3000 sowie als 3500 Franken verdienen.¹¹ Die linke Hälfte der Graphik zeigt klar, dass von Tiefstlöhnen in der Schweiz vor allem Frauen betroffen sind: 1998 verdienten mehr als zehn Prozent aller erwerbstätigen Frauen weniger als 3000 Franken – und bezogen somit einen Lohn, der längerfristig nicht zum Lebensunterhalt reicht. Aufgrund dieser Ausgangslage ist es nicht verwunderlich, dass die Mindestlohnkampagne des SGB einen wesentlich grösseren Einfluss auf die Frauen- als die Männerlöhne hatte. Zwischen 1998 und 2002 hat sich der Anteil der Frauen mit Salären unter 3000 Franken ziemlich genau halbiert von 11.3 auf 5.7 Prozent. Im Gegensatz dazu bezog bereits 1998 nur eine kleine Minderheit von 2.7 Prozent aller Männer Löhne unter 3000 Franken. Die Abnahme auf 1.5 Prozent bewegt sich folgerichtig in einem wesentlich bescheideneren Rahmen.

Während im Jahr 2002 nur noch eine kleine Minderheit der Beschäftigten Löhne unter 3000 Franken bezog, lag der Anteil der Lohnabhängigen mit Salären unter 3500 Franken immer noch bei 9 Prozent. Zwar scheint sich auch hier die Mindestlohnkampagne positiv ausgewirkt zu haben: Bei den weiblichen Beschäftigten ist ein deutlicher Rückgang des Anteils Tieflohnbezügers festzustellen von 26.5 Prozent auf 17.1 Prozent. Trotzdem verdiente 2002 noch jede 6. Frau weniger als 3500 Franken pro Monat. Auch hier sind die Geschlechterunterschiede sehr ausgeprägt: Bei den Männern bezog nur jeder 23. einen Lohn unter 3500 Franken.

Graphik 2.1: Beschäftigtenanteil in der Schweiz mit Monatslöhnen unter Fr. 3000 / 3500



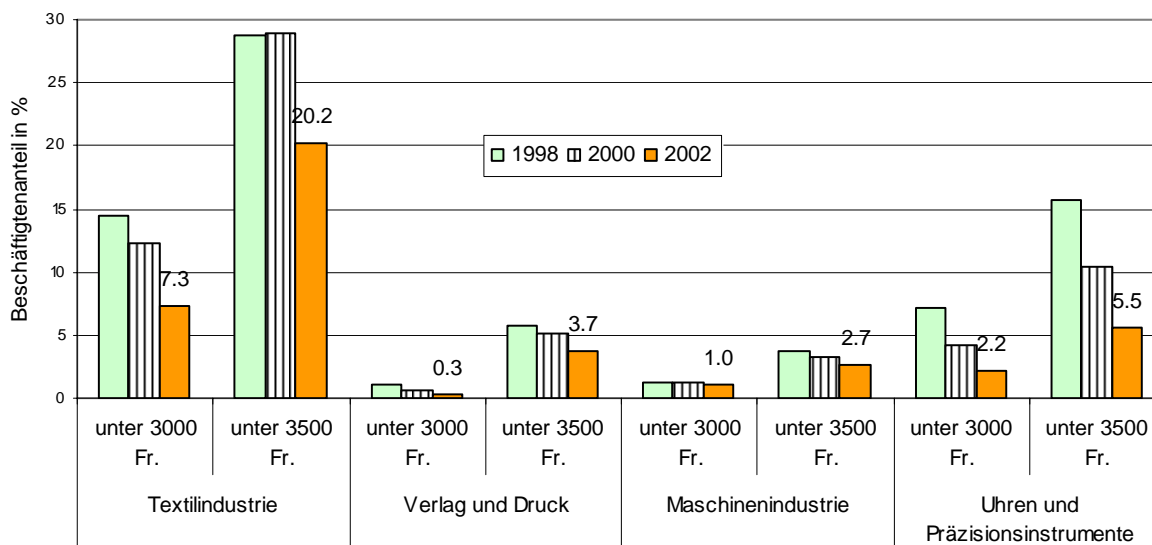
¹¹ Teilzeitbeschäftigte sind eingeschlossen in diesen Berechnungen: Alle Lohndaten werden hochgerechnet für eine Vollzeitbeschäftigung von 40 Wochenstunden. Der Anteil eines allfälligen 13. Monatslohn ist ebenfalls bereits berücksichtigt in diesen Monatslöhnen (rund zwei Drittel aller Beschäftigten erhalten in der Schweiz einen 13. Monatslohn). Durch die Mitberücksichtigung des 13. Monatslohnes wird der Prozentsatz der Beschäftigten, die monatlich weniger als 3000 / 3500 Franken verdienen, leicht unterschätzt.

In den Graphiken 2.2 und 2.3 wird die Entwicklung für einige ausgewählte Branchen aufgezeigt, in welchen der Tieflohnanteil 1998 überdurchschnittlich hoch war. Daraus wird ersichtlich, dass insbesondere in den traditionellen Tieflohnbranchen Textilindustrie, Detailhandel und Gastgewerbe der Anteil der Beschäftigten mit Tiefgehältern stark abgenommen hat. In diesen Branchen hat sich der Prozentsatz der Lohnabhängigen, die weniger als 3000 Franken monatlich verdienen, zwischen 1998 und 2002 halbiert. Dieses Resultat ist insofern nicht erstaunlich, als sich die gewerkschaftlichen Aktionen (insbesondere jene der Dienstleistungsgewerkschaft unia) und die Medienkampagne stark auf den Verkauf und das Gastgewerbe ausgerichtet hatten. Dies hatte gute Gründe: Die Entwicklungen in diesen zwei Bereichen ist von einiger gesamtwirtschaftlicher Bedeutung, da es sich beim Gastgewerbe mit über 200'000 Beschäftigten und dem Detailhandel mit über 300'000 Beschäftigten um zwei der grössten Wirtschaftssektoren der Schweiz handelt. Allerdings fällt auf, dass in diesen Branchen der Anteil der Beschäftigten mit Tiefgehältern (unter 3000 Franken) wesentlich stärker abgenommen hat als der Anteil der Beschäftigten mit Tiefgehältern (unter 3500 Franken): Dieser verharrte 2002 auf einem relativ hohen Niveau von 20 Prozent in der Textilindustrie, 18 Prozent im Detailhandel und gar 41 Prozent im Gastgewerbe.

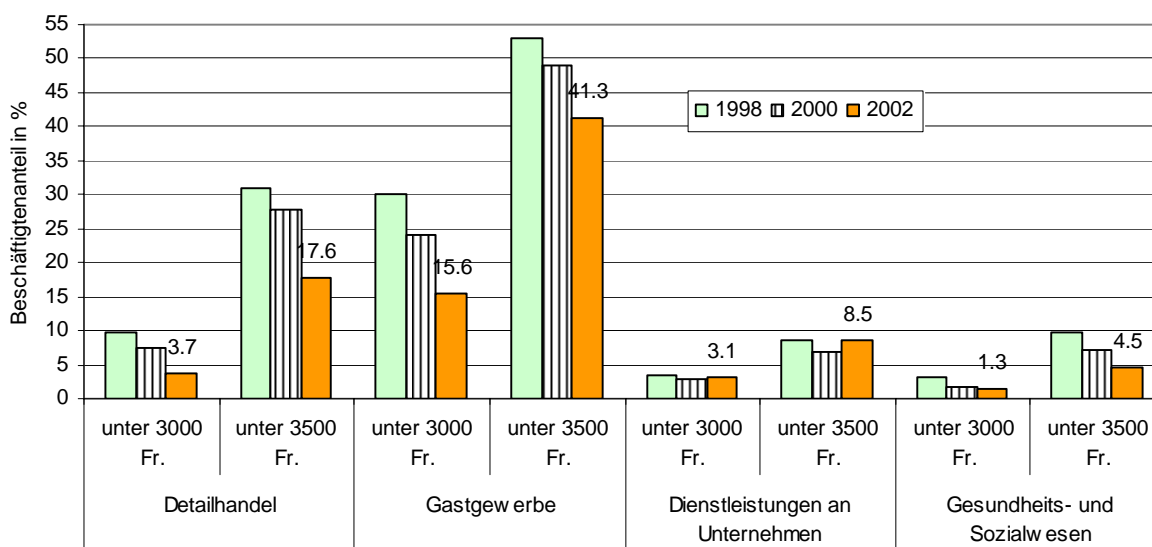
Ein deutlicher Rückgang der Tiefgehälter konnte, wenn auch auf einem bescheideneren Niveau, ebenfalls in Branchen wie der Nahrungsmittel- oder der Uhrenindustrie sowie dem Gesundheits- und Sozialwesen festgestellt werden. Dass die Abnahme der Tiefgehälter nicht automatisch stattfand, wird jedoch an den Beispielen der Maschinenindustrie sowie den Dienstleistungen an Unternehmen sichtbar – zwei Branchen, in welchen der Anteil der tiefen Gehälter zwischen 1998 und 2002 stabil geblieben ist. Die Mindestlohnkampagne hatte auf beide Branchen wenig Einfluss. In der Maschinenindustrie existiert zwar ein Gesamtarbeitsvertrag. Dieser enthält jedoch keine Mindestgehälter; diese werden dezentral auf betrieblicher Ebene vereinbart. Die Branche „Erbringung von Dienstleistungen von Unternehmen“ umfasst sehr unterschiedliche Tätigkeiten wie Unternehmensberatung und Rechtsdienst einerseits, Reinigung und private Sicherheit andererseits. In dieser Branche sind sowohl der gewerkschaftliche Organisationsgrad als auch der Abdeckungsgrad mit GAV sehr tief.¹²

¹² Dennoch konnten 2004 für die Reinigung sowie die privaten Sicherheitsdienste erstmals Branchen-GAV unterzeichnet werden, die in der Folge vom Bundesrat allgemein verbindlich erklärt wurden. In der Reinigungsindustrie bestand seit längerem ein GAV für die Westschweiz. Neu hinzugekommen ist ein GAV für die Deutschschweiz.

Graphik 2.2: Beschäftigtenanteil mit Monatslöhnen unter Fr. 3000 / 3500 – Industriebranchen



Graphik 2.3: Beschäftigtenanteil mit Monatslöhnen unter Fr. 3000 / 3500 – Dienstleistungsbranchen

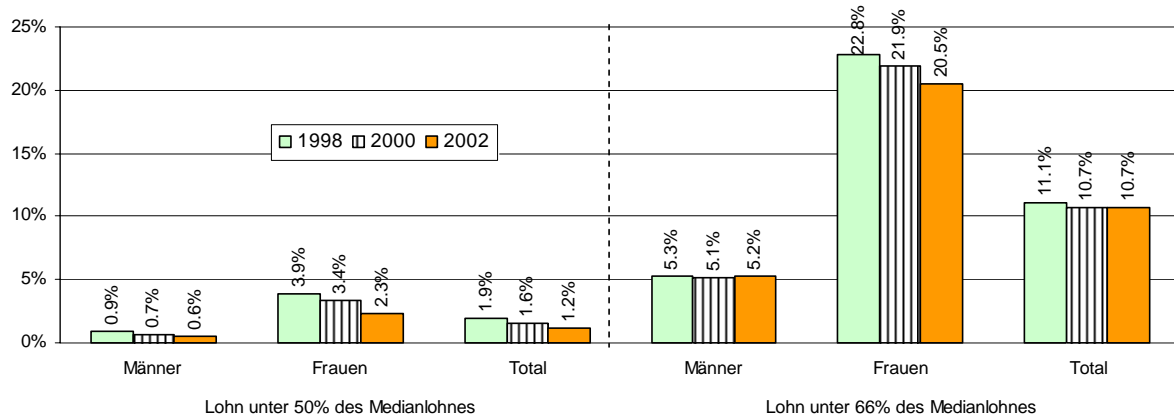


2.3 Die Entwicklung des Beschäftigtenanteils mit Löhnen unter 50% und unter 66% des Medianlohnes

Graphiken 2.1 bis 2.3 legen den Schluss nahe, dass die Bezüger und Bezügerinnen von tiefen Löhnen vom wirtschaftlichen Aufschwung mitprofitiert haben: Der Anteil der Beschäftigten mit Tieflohnen hat zwischen 1998 und 2002 abgenommen. Bei den Schwellen von 3000 sowie 3500 Franken handelt es sich jedoch um fixe Grenzwerte, die nichts aussagen über die Entwicklung des Tieflohnsektors im Vergleich zur Entwicklung der gesamten Lohnstruktur. Diese Schwellen kaschieren auch den Einfluss der (in diesen Jahren allerdings schwachen) Teuerung: Ein Lohn von 3500 Franken war kaufkraftbereinigt 1998 mehr wert als 2002.

Aus diesen Gründen wird die Entwicklung der tiefen Löhne in den folgenden Graphiken mithilfe einer relativen Schwelle untersucht. Graphik 2.4 zeigt den Anteil der Beschäftigten, die weniger als 50% beziehungsweise weniger als 66% des schweizerischen Medianlohnes (identischer Schwellenwert für alle Branchen) verdienten in jedem der drei Untersuchungsjahre.¹³ Auch aus dieser Aufstellung wird deutlich, dass sich der Prozentsatz der Beschäftigten mit Tief- und Tiefstlöhnen zwischen 1998 und 2002 zurückgebildet hat. Bezogen auf den Referenzwert des Medianlohnes (welcher zwischen 1998 und 2002 um 6.4 Prozent gestiegen ist) ergibt sich jedoch ein wesentlich schwächerer Rückgang des Tieflohnsektors. Bereits 1998 verdienten nur zwei Prozent der Beschäftigten in der Schweiz weniger als die Hälfte des Medianlohnes. Dieser Anteil ist weiter geschrumpft auf 1.2 Prozent.¹⁴ Diese Abnahme fand insbesondere bei den weiblichen Beschäftigten statt: Während 1998 jede 26. Frau weniger als die Hälfte des Medianlohnes erhielt, war es 2002 nur mehr jede 45. Frau auf dem Arbeitsmarkt. Auch für den (allerdings schwachen) Rückgang des Beschäftigtenanteils mit Löhnen unter 66% des Medianlohnes waren die Frauen verantwortlich. Zwischen 1998 und 2002 hat sich deren Anteil um 2.3 Prozentpunkte verringert (von 22.8% auf 20.5%). Der Anteil der Männer mit Löhnen unter 66% des Medianlohnes verharrte hingegen unverändert bei rund fünf Prozent. Trotzdem bleiben Frauen deutlich übervertreten unter den Beschäftigten mit Löhnen unter 66% des Medianlohnes.

Graphik 2.4: Beschäftigtenanteil mit Monatslöhnen unter 50% sowie 66% des Medianlohnes



Hinter der relativen Stabilität der Grösse des Tieflohnsektors – wie sie in Graphik 2.4 ausgewiesen wird –, verbergen sich sehr unterschiedliche Entwicklungen in den Branchen.

- (a) In einer ersten Gruppe von Branchen kann eine generelle Abnahme des Anteils der Beschäftigten mit Löhnen unter 66% des Medianlohnes festgestellt werden. Dies trifft insbesondere auf die Uhren- sowie die Verpackungsindustrie (Papier und Kartonage) zu. Eine leichte Abnahme kann ferner auch im Gastgewerbe, dem Gesundheits- und Sozialwesen sowie der Branche Kultur, Sport und Unterhaltung beobachtet werden. Die Abnahme im Gastgewerbe ist wesentlich augenfälliger, wenn statt der Schwelle

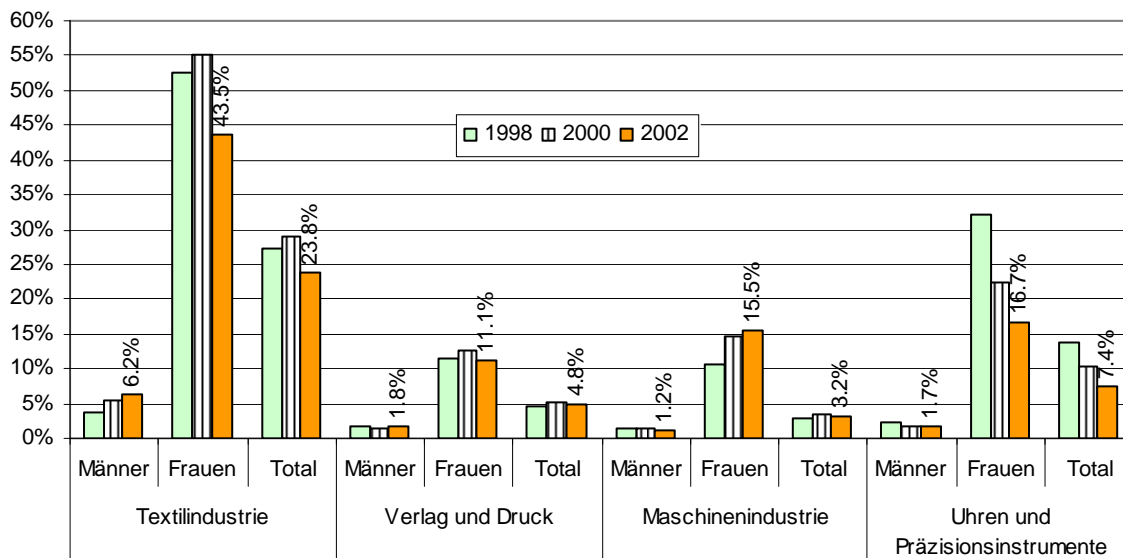
¹³ In absoluten Zahlen beliefen sich 50% des Medianlohnes im Jahr 1998 auf 2555 Franken; 2000 auf 2627 Franken; 2002 auf 2720 Franken. 66% des Medianlohnes lagen 1998 bei 3406 Franken; 2000 bei 3503 Franken; 2002 bei 3626 Franken.

¹⁴ Der 1999 eingeführte britische Mindestlohn belief sich 2004 auf 48.9% des Medianlohnes (Low Pay Commission, 2005). Die 50%-Schwelle entspricht deshalb in etwa der Grenze für Tiefstlöhne, die 66%-Schwelle der Grenze für Tiefelöhne.

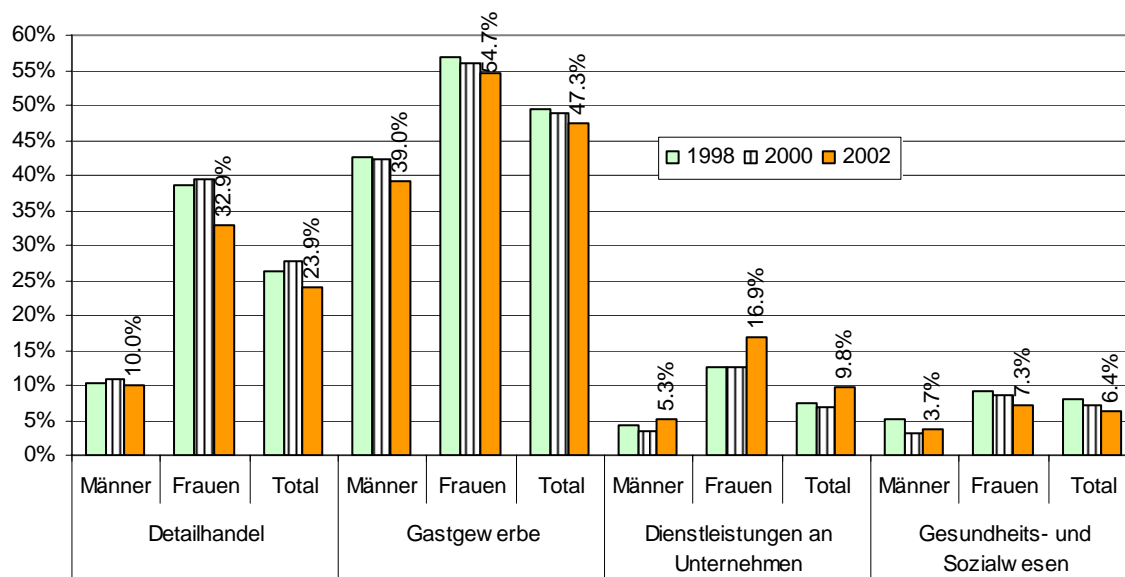
„66% des Medianlohnes“ die Schwelle „50% des Medianlohnes“ herbeigezogen wird: Zwischen 1998 und 2002 hat sich der Beschäftigtenanteil im Gastgewerbe mit Löhnen unter 50% des Medianlohnes von 13 auf 5 Prozent verringert. Die Verbesserungen in dieser Tieflohnbranche haben sich also weniger unter der 66%-Schwelle als unter der 50%-Schwelle abgespielt.

- (b) In einer zweiten Gruppe von Branchen beschränkt sich der Rückgang der tiefen Löhne auf die weiblichen Beschäftigten: Im Detailhandel sowie der Textil- und der Nahrungsmittelindustrie hat sich der Beschäftigtenanteil mit Löhnen unter 66% des Medianlohnes bei den Frauen zurückgebildet. Bei den Männern blieb dieser Anteil stabil oder stieg sogar leicht an (feststellbar in der Textilindustrie und der Nahrungsmittelindustrie).
- (c) In einer dritten Gruppe ist der Anteil des Tieflohnsektors effektiv angewachsen zwischen 1998 und 2002. Dies trifft ebenso auf die Metallerzeugung und den Landverkehr (Strassentransport) wie auf die Dienstleistungserbringung an Unternehmen zu. Diese Beobachtung bestätigt die oben gemachte Feststellung, dass der Anteil der tiefen Löhne im Zuge der Mindestlohnkampagne nicht automatisch zurückgegangen ist. In jenen Branchen, in welchen über eine gewerkschaftliche Mobilisierung, öffentlichen Druck und Vertragsverhandlungen die GAV-Mindestlöhne angepasst werden konnten, ist eine Abnahme der Tieflohne zu beobachten. In einigen Branchen, in welchen keine eigentliche Kampagne geführt wurde oder das Instrument des GAV fehlte, blieb die Situation jedoch unverändert oder hat sich während des Wirtschaftsaufschwunges für die Tieflohnbezüger/innen gar verschlechtert.

Graphik 2.5: Beschäftigtenanteil mit Monatslöhnen unter 66% des Medianlohnes - Industrie



Graphik 2.6: Beschäftigtenanteil mit Monatslöhnen unter 66% des Medianlohnes – Dienstleistungen



2.4 Die Entwicklung der Lohn disparität

Ein letztes Unterkapitel ist der Analyse der Entwicklung der Lohn disparität gewidmet. Wie eingangs erwähnt, bestand 1998 die Gefahr, dass wenig qualifizierte Arbeitnehmende vom anlaufenden wirtschaftlichen Aufschwung lohn mässig nicht profitieren würden. Dafür sprach der (für schweizerische Verhältnisse ungewohnt grosse) Überhang an wenig qualifizierten Beschäftigten auf dem Arbeitsmarkt sowie die zunehmende Tendenz der Arbeitgeber, Lohn-erhöhungen nur noch auf einer individuellen Basis gewähren zu wollen. Eine solche Entwicklung würde zu einer deutlichen Zunahme der Lohnungleichheit führen. Hier wollte die Mindestlohnkampagne Gegensteuer geben.

Ob ihr dies (in der kurzen Periode unseres Untersuchungszeitraumes 1998 bis 2002) gelungen ist, soll anhand der Entwicklung dreier verschiedener Indikatoren der Lohn disparität untersucht werden. Alle drei Indikatoren weisen in dieselbe Richtung: Die Lohn disparität ist leicht angewachsen zwischen 1998 und 2000. Zwischen 2000 und 2002 hat sie wieder leicht abgenommen, ohne jedoch auf das Niveau von 1998 zurückzukehren (siehe Tabelle 2.2).¹⁵ Ein oft geäussertes Argument führt diesen leichten Anstieg der Lohn disparität auf die Explosion der Managergehälter zurück. Nach diesem Argument sollte der Anstieg der Lohn disparität verschwinden, wenn das oberste Prozent oder die obersten fünf Prozent – d. h. die absoluten Spitzenverdiener – aus der Datenstichprobe entfernt werden. Wir haben deshalb die Berechnungen auch mit einer reduzierten Stichprobe von nur 99% sowie 95% aller Lohn- daten durchgeführt, die Entwicklung blieb jedoch identisch: Von 1998 bis 2000 hat die Lohn- dis-

¹⁵ Ein Vergleich mit Zahlen der OECD für 1990 deutet darauf hin, dass sich die Schweiz in Sachen Lohn disparität im Mittelfeld befindet (Piketty, 1997). Gemessen am Verhältnis p90/p10 verfügen Norwegen, (2.0), Schweden (2.1), Dänemark (2.2) die Niederlande sowie Belgien (beide 2.3) eine tiefere Lohn disparität. Deutschland (2.5) und Portugal (2.7) befinden sich auf einem ähnlichen Niveau wie die Schweiz (2.6). Frankreich (3.1), Grossbritannien (3.4) sowie die USA (4.5) haben eine ungleichere Lohnstruktur. Nimmt man statt der Lohnverteilung einen Indikator für die Einkommensverteilung, rückt die Schweiz zu den ungleichsten Ländern Europas.

parität zugenommen, diese Zunahme wurde zwischen 2000 und 2002 zu einem Teil wieder rückgängig gemacht.¹⁶

Tabelle 2.2: Entwicklung des Verhältnisses zwischen hohen und tiefen Löhnen, 1998-2002

	Verhältnis p90 / p10*	Verhältnis p75 / p25**	Gini Index***
1998	2.53	1.62	0.217
2000	2.64	1.66	0.235
2002	2.61	1.64	0.233

Quelle: Eigene Berechnungen auf der Basis der Schweizerischen Lohnstrukturerhebung (LSE).

* Verhältnis zwischen dem Lohn am 90. Perzentil zum Lohn am 10. Perzentil (90. Perzentil=90% der Löhne sind tiefer, 10. Perzentil=10% der Löhne sind tiefer).

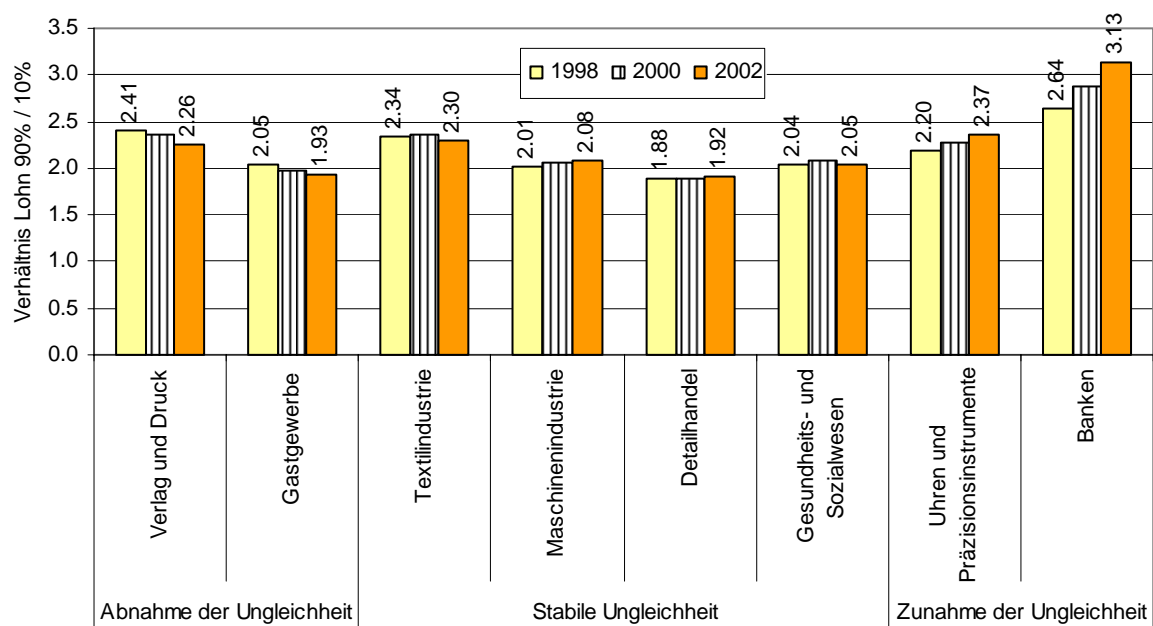
** Verhältnis zwischen dem Lohn am 75. Perzentil zum Lohn am 25. Perzentil.

*** Der Gini Index berücksichtigt die Verteilung entlang der gesamten Lohnstruktur. Je höher der Wert, der zwischen 0 und 1 liegen kann, ist, desto größer ist die Ungleichheit.

Hinter der (schwachen) Zunahme der Lohnungleichheit auf gesamtwirtschaftlicher Ebene verbergen sich wiederum sehr unterschiedliche Entwicklungen auf der Branchenebene (siehe Graphik 2.7). Eine deutliche Abnahme der Lohndisparität fand im Druck und Verlagswesen, der Verpackungsindustrie sowie der Nahrungsmittelindustrie statt. Auch im Gastgewerbe hat sich das Verhältnis zwischen hohen und tiefen Löhnen um fünf Prozent verringert. Stabil geblieben ist die Lohndisparität in Branchen wie der Textil- und Maschinenindustrie, dem Baugewerbe, dem Detailhandel sowie dem Gesundheits- und Sozialwesen. Schliesslich kann eine (teils deutliche) Zunahme der Ungleichheit festgestellt werden in der Chemischen Industrie, der Uhrenindustrie, bei den Banken sowie in der Nachrichtenübermittlung (Post und Telekom). Es fällt auf, dass es sich bei den Branchen mit wachsender Lohndisparität um wertschöpfungsintensive Wachstumsbranchen handelt (Chemie, Banken, Telekom). Im Gegensatz dazu handelt es sich bei den Sektoren mit abnehmender Ungleichheit um Branchen, die mit Strukturproblemen kämpfen (Druckindustrie, Gastgewerbe). Dies legt den Schluss nahe, dass in expandierenden Branchen die Lohnsumme überproportional für höher qualifizierte Beschäftigte verwendet wurde, während in schrumpfenden Branchen die hohen Löhne nicht stärker gestiegen sind als die tiefen Löhne. In der Zukunft wird sich die Beschäftigung weiter Richtung Wachstumsbranchen verschieben. In diesem Umfeld erhält der Kampf um gesamtarbeitsvertragliche Mindestlöhne eine wichtige Rolle: Er hat zu verhindern, dass die Löhne von niedrig qualifizierten Arbeitnehmenden von der allgemeinen Lohnentwicklung abgehängt werden.

¹⁶ Wenn das oberste Prozent der Löhne (d.h. die absoluten Spitzenverdiener) aus der Stichprobe ausgeschlossen wird, beträgt das Verhältnis p90/p10: 2.48 (1998); 2.58 (2000); 2.55 (2002). Werden die fünf obersten Prozent ausgeschlossen, beläuft sich p90/p10 auf: 2.31 (1998); 2.38 (2000); 2.34 (2002).

Graphik 2.7: Entwicklung der Lohndisparität 1998 – 2002 (Verhältnis des Lohn P90/P10)



3. Fazit und Ausblick

3.1 Die Erfolge der Kampagne

Ein entscheidender Faktor für den Erfolg der Mindestlohnkampagne war das positive Echo in der Öffentlichkeit: Die grosse Mehrheit der Bevölkerung unterstützte die Forderung, dass wer arbeitet, auch in Würde von seinem Lohn leben können soll. Dabei leistete die Einfachheit der Losung „keine Löhne unter 3000 Franken“ einen wichtigen Beitrag. Die Forderung hatte (und hat noch immer) einen universellen Anspruch: Nicht eine einzelne gesellschaftliche Gruppe sollte vor Armut geschützt werden (wie es das bürgerliche Bedarfsprinzip in der Sozialpolitik verlangt), sondern alle Werkstätigen sollten Anrecht auf einen anständigen Lohn haben. Obwohl in der Realität vor allem Frauen und Ausländer/innen von Tieflohnen betroffen waren, erreichte die Kampagne dank der generellen Forderung eine gewisse Gültigkeit für alle Erwerbstätigen. Dies erlaubte es den Verbänden, über die Direktbetroffenen von Tieflohnen hinaus grössere Beschäftigungsgruppen zu mobilisieren.

Das positive Echo in der Öffentlichkeit war nicht nur dem Image der Gewerkschaften zuträglich.¹⁷ Es half vor allem, Unternehmen mit Tieflohnen unter Druck zu setzen. In einigen Branchen schaffte das Medieninteresse einen ständigen Rechtfertigungszwang für Tiefstlöhne. Auch Konsumenten (insbesondere im Detailhandel und dem Gastgewerbe) sowie öffentliche Auftraggeber begannen sich für Tieflohne zu interessieren. Kombiniert mit gewerkschaftlichen Aktionen und Vertragsverhandlungen in den Branchen konnte der Ausbreitung des Tieflohnsektors Einhalt geboten werden: Zwischen 1998 und 2002 verringerte sich die Zahl

¹⁷ Der Vorwurf der neoliberalen Rechten, die Gewerkschaften seien die Organisation der Besitzstandwahrer und Rückwärtsgerichteten, verpuffte im Zusammenhang der Kampagne ins Leere.

der Beschäftigten mit Monatslöhnen unter 3000 Franken um rund 100'000, die Zahl der Erwerbstätigen mit Monatslöhnen unter 3500 Franken nahm gar um 200'000 ab. Davon waren die Mehrheit Frauen.

Dank der Mindestlohnkampagne konnte auch eine weitere Spreizung der Lohnstruktur verhindert werden. Zumindest in Branchen mit einem hohen Tieflohnanteil sind die tiefsten Löhne mindestens proportional zur allgemeinen Lohnentwicklung angehoben worden. Dies trifft insbesondere auf die Nahrungsmittelindustrie, Textilindustrie, Papier und Verpackung, Druck, Bauindustrie, Detailhandel, Gastgewerbe sowie Gesundheits- und Sozialwesen zu. In diesen Branchen hat sich die Lohnschere nicht geöffnet. Wenig überraschend ist die fortlaufende Spreizung der Lohnstruktur in den Hochlohnbranchen Chemie und Banken. Im Gegensatz dazu ist die Öffnung der Lohnschere in den Branchen Landverkehr und Nachrichtenübermittlung überraschend. Sie muss wohl mit der Liberalisierung in den staatsnahen Betrieben (Post, SBB) sowie der Teilprivatisierung von Swisscom erklärt werden.

Die Auseinandersetzung um tiefe Löhne fand nicht nur in den Betrieben und Branchen statt. Auch auf der Ebene der wirtschaftspolitischen Debatten fand die Kampagne ihren Nachhall. Ähnlich, wie es dem SGB in den neunziger Jahren in der Geldpolitik gelungen war, den „monetaristischen Konsens“ zu durchbrechen (Ettlin und Gaillard, 2002), schaffte es die Kampagne, den Konsens zu schwächen, wonach jeder Arbeitnehmerschutz zulasten der Wirtschaftsentwicklung und der Beschäftigung gehe. Im Gegensatz zu Deutschland sind in der Schweiz jene Wirtschaftsjournalisten, die jahrelang Mindestlöhne als schädlichstes Mittel für die Beschäftigungsentwicklung gepredigt haben, leiser geworden. Die britischen Erfahrungen mit dem 1999 eingeführten Mindestlohn bestätigen die These, wonach Mindestlöhne nicht automatisch negative Auswirkungen auf die Beschäftigungsaussichten von wenig qualifizierten Beschäftigten haben: Zwischen 1999 und 2004 wurde der britische Mindestlohn schrittweise um 35% angehoben.¹⁸ Trotzdem wuchs sich die Beschäftigung kontinuierlich. Im Herbst 2004 war die Arbeitslosenquote auf (für Grossbritannien) historisch tiefe 4.8% gefallen (Low Pay Commission, 2005).

In der Debatte über die Working Poor hat die Kampagne mitgeholfen, die Arbeitgeber in die Pflicht zu nehmen: Von den Unternehmungen sollen anständige Löhne statt vom Staat Lohnzuschüsse gefordert werden. Das Eintreten von Bundesrat Couchepin (als damaliger Wirtschaftsminister) 2002 für Lohnzuschüsse verhallte ohne Folgen.¹⁹ Sowohl der SGB als auch der Arbeitgeberverband lehnten diese (mit teils unterschiedlichen Argumenten) ab.²⁰ Es ist dem SGB klar, dass Mindestlöhne für sich allein das Problem der armen Arbeitenden nicht lösen, denn ein grosser Teil der Armut ist auf Familienlasten zurückzuführen. Abhilfe schaffen kann hier nur eine Vollbeschäftigungspolitik (Arbeitsplätze für alle) sowie ein massiver Ausbau der ausserhäuslichen Kinderbetreuung sowie der Kinderzulagen. Der Grundsatz des SGB bleibt bestehen, wonach sich Arbeit lohnen muss. Deshalb unterstützen die Ge-

¹⁸ Der Mindestlohn wurde schrittweise von 3.60£ pro Stunde (April 1999) auf 4.85£ pro Stunde (Oktober 2004) erhöht.

¹⁹ Und dies, obwohl eine Studie der Universität Bern aufzuzeigen versuchte, dass Lohnzuschüsse Mindestlöhnen aus wirtschaftstheoretischer Sicht überlegen sind (Gerfin et al., 2002).

²⁰ Siehe: „Arbeit und Armut“, Positionspapier des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes, Februar 2002.

werkschaften Lohnzuschüsse weiterhin nur dort, wo vom Arbeitgeber nachweisbar eine Integrationsleistung erbracht wird.

3.2 Offene Baustellen und Zukunftsperspektiven

Druck in der Öffentlichkeit alleine genügt nicht, um tiefe Löhne auszumerzen. Dies zeigen beispielsweise die Zahlen für den Landverkehr (Strassentransport) oder die Dienstleistungen an Unternehmen. In beiden Branchen hat der Anteil der Beschäftigten mit Löhnen unter 3500 Franken zwischen 1998 und 2002 bei 9 Prozent stagniert. Dies rührt möglicherweise daher, dass in diesen Branchen die Gewerkschaften nur sehr indirekten Zugriff auf die Lohnfestsetzung haben – dies deshalb, weil entweder keine eigentlichen Vertragsverhandlungen stattfinden (Strassentransport) oder Branchenverträge erst seit kurzem und nur in Teilgebieten existieren (Dienstleistungen an Unternehmen: Reinigung, Sicherheit). Zudem spielt in Branchen wie dem Strassentransport (Lastwagen) – ähnlich wie in der Exportindustrie – der Druck der Öffentlichkeit eine geringere Rolle: die Endabnehmer sind entweder im Ausland oder andere Betriebe im Inland. Im Gegensatz zu Detailhandelsketten und Putzinstituten sind Unternehmungen in diesen Branchen weniger sensibel auf den negativen Marketingeffekt des *Naming and Shaming* (des öffentlichen Anprangerns schlechter Praktiken).

Dieser Lücke muss mit einer Ausweitung der GAV begegnet werden. Die Regelungsdichte der GAV soll erhöht, die Geltungsbereiche der GAV ausgedehnt und die Zahl der neuen GAV vergrößert werden. Diese Stossrichtung hat der SGB an seinem Kongress 2002 unter dem Titel „GAV für alle!“ beschlossen.²¹ Bereits parallel zur Mindestlohnkampagne haben die Gewerkschaften seit 2000 damit begonnen, eine Wende zugunsten der GAV durchzusetzen. In mehreren Dienstleistungsbranchen sind seither neue GAV in Kraft getreten, so zum Beispiel in der Reinigungsbranche, den privaten Sicherheitsdienstleistungen, den Tankstellenshops, den Apothekenassistentinnen, der Textilpflege und Wäschereien, einigen (nicht direkt vom Staat getragenen) Spitälern.

Der Bedarf an GAV-Mindestlöhnen wird insbesondere auch im Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit zunehmen. Zwar ist die Lohnfrage mit der Schaffung der kantonalen tripartiten Kommissionen zur Umsetzung der flankierenden Massnahmen institutionalisiert worden: Durch systematische Auswertungen der Lohnstrukturerhebung bleiben die Löhne ein Diskussionsthema, zudem beginnen die Behörden erstmals damit, die Arbeitsbedingungen in den Betrieben zu kontrollieren. Zugleich besteht jedoch die Gefahr, dass einige Branchen mit der Tradition weiterfahren, laufend billige und rechtlose Arbeitskräfte aus dem Ausland einzustellen, um diese nach einiger Zeit an die Sozialhilfe weiterzureichen. Deshalb braucht es auch aus ökonomischen Gründen Mindestlöhne.

Immer wichtiger wird dabei, Mindestlöhne für verschiedene Kategorien von Lohnabhängigen innerhalb einer Branche oder eines Betriebs festzulegen. Denn es muss verhindert werden, dass die Mindestlohnkampagne bei 3000 Franken stehen bleibt. 3000 Franken netto haben sich als einprägsamer Slogan bewährt. Doch dieser Lohn genügt nur knapp, um den Le-

²¹ SGB (2002), „GAV für alle!“, Positionspapier 6, SGB-Kongressdokumentation, Bern.

bensunterhalt einer Einzelperson zu decken. Deshalb müssen alle Mindestlöhne an die wirtschaftliche Entwicklung angepasst werden. Es muss auch der Eindruck vermieden werden, dass nur die tiefsten Löhne gesamtarbeitsvertraglich festgelegt werden müssen und die Löhne für qualifiziertere Tätigkeiten dem Markt überlassen werden können. Mindestlöhne sind auch notwendig für Tätigkeiten, die eine bestimmte Ausbildung oder Berufserfahrung erfordern. Nur solche bieten letztlich Schutz gegen Lohndruck im Rahmen der Personenfreizügigkeit. Aus diesen Gründen braucht die Mindestlohnkampagne einen zweiten Atem. Es ist kein Ende der „Politisierung der Löhne“ abzusehen!

Literaturangaben

- Bauer, Tobias (1999), „Lohnstruktur und Lohnentwicklung im Detailhandel und im Gastgewerbe. Eine Analyse der schweizerischen Arbeitskräfteerhebung 1991 – 1998“, Büro BASS, Bern.
- Ettlin, Franz und Serge Gaillard (2002), „Die lange Krise der 90er Jahre: Eine wettbewerbsfähige Wirtschaft braucht eine stabilisierende Geldpolitik“, SGB-Dossier Nr. 16, Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Bern.
- Flückiger, Yves (1999), „Tieflohnbezüger/innen und working poor in der Schweiz: Situation und Entwicklung von 1991 bis 1997“, Observatoire Universitaire de l'Emploi, Universität Genf.
- Gaillard, Serge (2001), „Mindestlöhne: Effizientes Mittel der Armutsbekämpfung“, Soziale Sicherheit 3/2001, 129.
- Gaillard, Serge und Daniel Oesch [Redaktion] (2000), *Expertenbericht Mindestlöhne*, SGB-Dossier Nr. 6, Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Bern.
- Gaillard, Serge (1998): Vollbeschäftigung und gerechte Einkommensverteilung sind eine Frage des politischen Willens, Presseunterlagen Schweizerischer Gewerkschaftsbund vom 15. Oktober 1998;
- Gaillard, Serge (1999): « SGB bekämpft tiefe Löhne – Bemerkungen zur Studie Flückiger », Presseunterlagen Schweizerischer Gewerkschaftsbund vom 6. Januar 1999.
- Gerfin, Michael, Leu, Robert, Brun, Stephan und Andreas Tschöpe (2002), „Armut unter Erwerbstätigen in der Schweiz: Eine Beurteilung alternativer wirtschaftspolitischer Lösungsansätze“, Volkswirtschaftliches Institut, Universität Bern.
- Liechti, Anna und Carlo Knöpfel (1998), *Trotz Einkommen kein Auskommen – working poor in der Schweiz*, Caritas Verlag, Luzern.
- Low Pay Commission (2005), „National Minimum Wage“, *Low Pay Commission Report 2005*, London, February 2005.
- SGB-Pressedienst (2000): „Zuerst ein günstiges Kräfteverhältnis – dann Mindestlöhne im Rahmen der flankierenden Maßnahmen“, Pressedienst vom 14.11.2000.
- Oesch, Daniel (2001), „Kollektive Lohnverhandlungen: Neue Herausforderungen für die Gewerkschaften. Eine empirische Untersuchung aus 10 Branchen“, SGB-Dossier Nr. 11, Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Bern.
- Piketty, Thomas (1997), *L'économie des inégalités*, Paris: Edition de la Découverte.
- Prey, Hedwig, Widmer, Rolf und Hans Schmid (2002), Mindestlöhne in der Schweiz. Analyse der Mindestlohn- und Arbeitszeitregelungen in den Gesamtarbeitsverträgen von 1999 – 2001, Bundesamt für Statistik, Neuchâtel.
- Rieger, Andreas (1999), „Löhne zum Politikum machen“, *MOMA* 5/1999
- Rieger, Andreas (2001), „Offensive Gewerkschaftspolitik“, *WIDERSPRUCH* 40.
- SGB-Frauen (1997), *Ökonomie ist Frauensache*. Ergebnisse des 6. Frauenkongresses, SGB-Dokumentation Nr. 51.
- SGB (1999), Kein Lohn unter 3'000 Franken, Dokumentation Nr. 67.
- Schäppi, Hans (1998), „Gewerkschaftliche Lohnpolitik“, *INPUT* 3.
- Trunz, Christian und Serge Gaillard (2005), Flankierende Massnahmen zum freien Personenverkehr, SGB-Dossier Nr. 32, Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Bern.

Anhang

Tabelle A1: Anteil Beschäftigte mit Löhnen unter 3000 Franken/ unter 3500 Franken

NOGA Branchen (Privater Sektor, 19-65)	LSE	min-3000 %			min-3500 %			Total N
		M	F	Total	M	F	Total	
14 Bergbau	1998	0.4	4.6	0.7	1.0	5.4	1.3	532
	2000	0.2	3.4	0.5	0.6	5.0	0.9	955
	2002	0.2	1.4	0.3	0.3	3.1	0.5	2470
15 Nahrungsmittel	1998	3.2	16.0	7.3	6.7	38.1	16.8	14203
	2000	1.1	9.4	3.7	5.9	29.4	13.2	11327
	2002	1.5	7.5	3.3	5.7	24.3	11.3	33645
16 Tabakindustrie	1998		13.6	4.3	1.2	30.7	10.6	1611
	2000		16.6	4.6	0.3	29.5	8.4	1746
	2002	0.1	4.6	1.5	0.3	24.3	8.1	1995
17 Textilindustrie	1998	0.5	29.6	14.5	4.5	54.9	28.7	919
	2000	0.9	24.9	12.3	5.3	54.9	28.9	1537
	2002	1.2	14.1	7.3	4.8	37.4	20.2	6507
18 Bekleidung	1998	3.5	51.8	39.2	9.7	70.1	54.3	1494
	2000	2.2	46.0	34.8	8.2	62.8	48.8	1568
	2002	1.3	40.6	30.8	7.4	57.0	44.6	2153
19 Leder	1998	11.1	49.7	30.0	20.4	77.5	48.3	545
	2000	5.4	32.0	19.2	17.8	59.1	39.2	565
	2002	1.2	23.4	13.4	8.7	48.4	30.5	853
20 Holzbearbeitung	1998	1.4	5.8	1.7	5.8	21.5	7.0	3059
	2000	0.7	4.9	1.0	3.5	16.3	4.4	2936
	2002	0.7	6.0	1.1	2.6	12.0	3.4	7977
21 Papier & Derivate	1998	0.6	14.9	4.8	3.1	39.3	13.9	2211
	2000	0.5	14.5	3.9	1.3	38.2	10.3	3432
	2002	0.3	5.8	1.6	0.9	23.0	6.0	7623
22 Verlag und Druck	1998	1.0	4.4	2.0	2.2	13.8	5.8	8588
	2000	0.6	5.6	2.2	1.4	12.7	5.1	10147
	2002	0.3	2.0	0.8	1.3	8.7	3.7	24441
23 Kokerei; Mineralölverarb.	1998	0.8	9.2	1.7	1.6	14.9	2.9	216
	2000							8
	2002	3.9	0.7	3.2	4.5	0.7	3.7	543
24 Chemie	1998	0.1	2.5	0.7	0.7	6.5	2.2	34033
	2000	0.2	3.7	1.2	0.8	10.7	3.5	24926
	2002	0.2	1.9	0.6	0.5	7.2	2.3	39646
25 Gummi- und Kunststoff	1998	0.4	19.7	4.9	5.2	44.6	14.4	2689
	2000	1.0	16.7	5.2	4.4	37.3	13.2	3157
	2002	0.6	9.4	2.8	2.0	27.4	8.4	10322
26 Glas Keramik	1998	1.4	7.4	2.1	3.4	42.4	8.4	1657
	2000	0.2	0.7	0.3	0.6	6.7	1.3	2689
	2002	0.2	2.5	0.5	0.7	10.4	2.0	8428
27 Metallherzeugung	1998	0.8	5.7	1.2	1.6	10.0	2.4	4445
	2000	0.4	9.9	1.3	2.8	15.5	4.0	5434
	2002	0.5	6.8	1.3	3.4	16.5	5.0	7529
28 Herst. von Metallzeugn.	1998	1.0	8.4	2.2	5.6	24.8	8.7	7885
	2000	1.0	8.3	2.2	2.5	26.7	6.7	9038
	2002	0.6	6.4	1.6	2.6	20.5	5.6	25579
29 Maschinenbau	1998	0.6	4.2	1.2	1.9	12.7	3.7	14234
	2000	0.4	5.6	1.2	1.5	14.5	3.3	15521
	2002	0.2	5.7	1.0	0.9	13.0	2.7	47888
30 Herst. Büromaschinen	1998	1.3	6.1	2.0	4.1	12.3	5.3	311
	2000	0.0	0.3	0.1	0.5	2.5	0.9	431
	2002	0.5	3.4	1.1	1.3	7.0	2.4	1649
31 Herst. Geräte der El-erzeug.	1998	1.5	9.7	4.0	3.9	33.4	12.7	11254
	2000	0.7	11.1	3.5	2.4	31.8	10.1	8869
	2002	0.4	12.8	3.4	1.4	25.0	7.1	16048
32 Radio-, Fernsehtechnik	1998	0.7	20.5	6.5	2.1	40.7	13.4	4128
	2000	0.4	10.8	3.2	1.3	24.2	7.4	2641
	2002	0.2	5.7	1.7	0.9	17.6	5.4	10164

		min-3000 %			min-3500 %			Total
33 Präzisionsinstr.	1998	0.8	16.9	7.1	2.6	36.0	15.6	10362
	2000	0.4	9.6	4.3	1.8	22.2	10.4	12547
	2002	0.4	5.1	2.2	1.2	12.6	5.5	39497
34 Automobilindustrie	1998	0.9	6.5	1.4	2.0	19.2	3.4	147
	2000		10.8	4.3	3.2	65.9	28.1	128
	2002	0.7	15.3	2.7	2.3	29.4	6.2	2853
35 Sonstiger Fahrzeugbau	1998	0.5	5.1	0.9	2.4	17.4	3.7	4032
	2000	0.7	1.0	0.7	1.5	6.0	1.7	2371
	2002	0.4	2.9	0.6	1.6	8.0	2.1	9035
36 Möbel und Instrumente	1998	2.0	7.2	3.1	3.7	29.0	9.1	2730
	2000	0.9	14.0	4.0	3.1	27.4	8.9	4122
	2002	0.8	8.8	2.8	2.3	19.0	6.4	10321
37 Rückgewinnung	1998		55.5	10.6	15.6	75.1	26.9	60
	2000	3.8	6.8	4.2	12.1	12.0	12.1	254
	2002	2.4	8.3	3.3	7.2	23.8	9.7	1312
40 Energieversorgung	1998	0.4	2.1	0.5	0.6	6.0	1.1	5139
	2000	0.0	1.3	0.2	0.2	3.7	0.7	5354
	2002	0.1	1.2	0.2	0.3	3.4	0.7	8835
45 Bau	1998	0.8	6.8	1.2	2.7	15.6	3.5	14869
	2000	0.5	3.0	0.6	2.1	8.9	2.5	26043
	2002	0.4	2.0	0.5	0.9	7.6	1.3	44716
50 Automobilhandel, -rep.Tankstellen	1998	2.5	14.8	4.4	10.2	33.8	13.7	5918
	2000	1.6	12.4	3.3	9.5	29.5	12.8	10794
	2002	1.2	6.1	2.1	6.6	20.5	8.9	17474
51 Grosshandel(ohne Auto)	1998	1.1	6.9	2.7	4.0	16.8	7.7	20224
	2000	1.2	5.9	2.7	3.4	13.8	6.7	31009
	2002	1.0	3.7	1.9	2.9	10.3	5.2	69317
52 Detailhandel (ohne Auto)	1998	3.7	14.1	9.6	12.3	45.1	30.8	90773
	2000	2.7	10.7	7.4	10.8	39.4	27.6	99576
	2002	1.7	5.0	3.7	7.2	24.3	17.6	123578
55 Beherbergungs- und Gaststätten	1998	25.3	35.1	30.2	45.1	61.0	53.0	16481
	2000	20.2	28.1	24.1	42.2	55.9	48.9	18816
	2002	12.5	18.4	15.6	33.8	47.9	41.3	38683
60 Landverkehr inkl. Rohrfernleitungen	1998	2.7	3.4	2.8	8.4	14.9	9.1	5599
	2000	1.5	7.8	2.0	6.0	16.4	6.8	6008
	2002	2.9	7.1	3.4	7.7	15.8	8.6	17639
61 Schifffahrt	1998	5.1	19.1	8.7	6.2	24.4	10.8	979
	2000	7.1	31.7	13.1	9.5	33.1	15.3	788
	2002	18.3	34.3	21.8	23.9	39.4	27.3	1298
62 Luftfahrt	1998	0.4	0.3	0.3	3.5	13.6	8.2	6806
	2000	0.3	1.5	0.9	6.4	13.2	10.0	1719
	2002	0.2	4.6	1.9	4.5	11.1	7.1	1112
63 Hilfs- und Nebentätigk. Verkehr	1998	1.6	1.9	1.7	5.6	14.4	9.2	12757
	2000	1.4	2.3	1.7	5.5	9.9	7.1	18358
	2002	1.0	1.3	1.1	3.1	6.1	4.4	27786
64 Nachrichtenüberm.	1998	0.5	1.0	0.7	2.0	3.7	2.6	23304
	2000	1.1	0.5	0.9	3.3	1.8	2.8	22593
	2002	0.3	0.6	0.4	1.7	1.6	1.7	22439
65 Kreditinstitute	1998	0.1	0.6	0.3	0.6	2.5	1.3	25675
	2000	0.3	0.6	0.4	0.8	1.6	1.1	35783
	2002	0.1	0.3	0.1	0.2	0.8	0.4	50224
66 Versicherungen (ohne Sozialvers)	1998	0.4	0.5	0.5	1.3	4.4	2.8	23648
	2000	0.7	0.7	0.7	1.5	1.9	1.7	22501
	2002	0.3	0.4	0.3	0.7	1.2	0.9	36606
67 Mit Kreditinst.- Versich. verb Tätigk	1998	0.9	1.5	1.1	2.0	5.5	3.3	2187
	2000	0.5	2.0	1.1	2.2	4.9	3.2	1877
	2002	1.1	3.3	1.9	2.4	6.2	3.8	5417
70 Grundstücks- und Wohnungsw.	1998	0.4	3.3	1.8	2.1	9.5	5.7	1863
	2000	2.0	2.0	2.0	3.5	10.8	6.9	3349
	2002	0.6	1.6	1.1	1.4	5.1	3.3	9163

		min-3000 %			min-3500 %			Total
71 Vermietung beweglicher Sachen	1998	0.9		0.6	5.0	13.3	7.3	258
	2000	1.7	0.2	1.2	9.0	6.4	8.2	579
	2002	2.5	3.0	2.7	5.4	8.7	6.4	1580
72 Datenverarb. und Datenbanken	1998	1.3	4.1	1.9	1.8	9.8	3.6	4178
	2000	0.5	1.9	0.7	0.9	4.1	1.5	6134
	2002	0.4	2.4	0.8	0.8	5.0	1.7	16127
73 Forschung und Entwicklung	1998	1.3	3.1	1.9	3.0	6.4	4.0	1593
	2000	2.6	6.7	3.9	3.6	7.7	4.9	1582
	2002	0.5	0.9	0.6	0.9	2.8	1.5	5706
74 Unternehmensbezogenen Dienstl.	1998	1.7	6.3	3.3	5.3	14.0	8.5	14724
	2000	1.2	5.9	2.9	3.5	12.5	6.8	30113
	2002	1.6	5.4	3.1	4.4	15.0	8.5	76387
80 Erziehung und Unterricht	1998	4.3	6.3	5.4	5.6	10.8	8.4	2330
	2000	1.0	4.7	3.0	2.9	8.6	5.9	6078
	2002	1.3	3.6	2.6	4.5	8.2	6.5	23202
85 Gesundheits-, Veterinär- und Sozialw.	1998	3.2	3.3	3.3	6.3	11.1	9.8	16803
	2000	0.9	1.9	1.6	3.2	8.5	7.1	22844
	2002	0.8	1.5	1.3	2.8	5.0	4.5	94749
90 Abwasser- und Abfallbeseit.	1998	1.0	1.5	1.1	4.7	9.4	5.1	474
	2000	3.1	10.1	3.8	8.9	19.9	10.0	695
	2002	1.0	2.1	1.1	4.8	8.1	5.1	2283
91 Interessenvertret.	1998	0.4	2.0	1.1	3.3	6.8	4.9	3819
	2000	1.3	2.1	1.7	4.0	7.3	5.6	4493
	2002	1.1	2.3	1.7	2.4	5.4	3.9	14094
92 Kultur, Sport und Freizeit	1998	8.7	10.5	9.3	15.1	19.8	16.7	2030
	2000	6.3	9.0	7.3	11.9	18.0	14.3	4932
	2002	4.5	5.5	4.9	8.4	11.7	9.7	13977
93 sonstigen Dienstleistungen	1998	13.8	47.4	40.5	32.2	69.7	61.9	2145
	2000	17.1	41.1	35.0	27.5	69.0	58.5	2921
	2002	6.7	25.8	21.4	17.6	54.9	46.2	4900
Total SCHWEIZ	1998	2.7	11.3	5.6	6.6	26.5	13.3	437154
	2000	1.9	8.7	4.2	5.4	22.5	11.2	512858
	2002	1.5	5.7	3.0	4.4	17.1	9.0	1050868

Tabelle A2: Anteil Beschäftigte mit Löhnen unter 50%/66% des CH-Medianlohnes

NOGA Branche	LSE	Medianlohn				Total N
		66%		50%		
		Männer	Frauen	Männer	Frauen	
1 Gartenbau	1998	20.1%	48.8%	2.6%	4.7%	721
	2000	15.9%	37.9%	1.4%	2.5%	752
	2002	16.1%	47.9%	2.6%	5.8%	4960
14 Bergbau	1998	1.0%	5.4%	0.3%	1.2%	532
	2000	0.6%	5.0%	0.0%	2.8%	955
	2002	0.4%	3.5%	0.1%	1.2%	2470
15 Nahrungsmittel	1998	6.0%	34.7%	0.6%	5.5%	14203
	2000	5.9%	29.4%	0.4%	2.9%	11327
	2002	7.2%	29.9%	0.4%	3.1%	33645
16 Tabakindustrie	1998	1.1%	29.1%	0.0%	6.5%	1611
	2000	0.3%	29.5%	0.0%	11.5%	1746
	2002	0.4%	27.3%	0.0%	3.9%	1995
17 Textilindustrie	1998	3.8%	52.5%	0.0%	2.4%	919
	2000	5.3%	55.1%	0.1%	7.1%	1537
	2002	6.2%	43.5%	0.4%	5.5%	6507
18 Bekleidung	1998	8.7%	67.8%	0.2%	36.4%	1494
	2000	8.2%	63.0%	1.4%	35.1%	1568
	2002	9.4%	61.9%	1.1%	34.8%	2153
19 Leder	1998	19.5%	75.1%	3.6%	30.6%	545
	2000	17.8%	59.2%	1.3%	16.9%	565
	2002	11.9%	54.8%	0.4%	15.3%	853
20 Holzbearbeitung	1998	3.7%	17.1%	0.3%	1.1%	3059
	2000	3.5%	16.3%	0.5%	1.3%	2936
	2002	3.9%	16.8%	0.4%	3.6%	7977
21 Papier & Derivate	1998	1.9%	35.6%	0.2%	1.3%	2211
	2000	1.3%	38.2%	0.4%	3.4%	3432
	2002	1.3%	27.5%	0.2%	2.5%	7623

NOGA Branche	LSE	Medianlohn				Total N
		66%		50%		
		Männer	Frauen	Männer	Frauen	
22 Verlag und Druck	1998	1.8%	11.4%	0.5%	0.9%	8588
	2000	1.4%	12.7%	0.3%	1.1%	10147
	2002	1.8%	11.1%	0.1%	0.8%	24441
24 Chemie	1998	0.6%	5.7%	0.0%	0.5%	34033
	2000	0.8%	10.7%	0.1%	1.0%	24926
	2002	0.7%	8.9%	0.1%	0.9%	39646
25 Gummi- und Kunststoff	1998	3.8%	41.9%	0.2%	4.1%	2689
	2000	4.4%	37.3%	0.1%	4.3%	3157
	2002	3.0%	32.4%	0.3%	5.3%	10322
26 Glas Keramik	1998	2.8%	37.6%	0.5%	3.0%	1657
	2000	0.6%	6.7%	0.0%	0.1%	2689
	2002	0.9%	13.1%	0.2%	1.4%	8428
27 Metallerzeugung	1998	1.5%	8.9%	0.1%	2.7%	4445
	2000	2.8%	15.5%	0.1%	4.1%	5434
	2002	4.7%	19.3%	0.2%	2.5%	7529
28 Herst. von Metallerzeugn.	1998	4.4%	21.2%	0.4%	2.3%	7885
	2000	2.5%	26.8%	0.2%	4.7%	9038
	2002	3.7%	25.6%	0.3%	3.3%	25579
29 Maschinenbau	1998	1.3%	10.5%	0.2%	1.8%	14306
	2000	1.5%	14.5%	0.1%	4.5%	15521
	2002	1.2%	15.5%	0.1%	3.8%	47888
30 Herst. Büromaschinen	1998	2.8%	9.2%	0.0%	3.1%	311
	2000	0.5%	2.5%	0.0%	0.1%	431
	2002	1.4%	11.1%	0.2%	2.9%	1649
31 Herst. Geräte der EI-erzeug.	1998	3.5%	27.6%	0.6%	5.0%	11254
	2000	2.4%	32.1%	0.3%	3.7%	8869
	2002	1.8%	28.5%	0.2%	8.3%	16048
32 Radio-, Fernsehtechnik	1998	1.8%	38.2%	0.3%	6.3%	4128
	2000	1.3%	24.2%	0.2%	6.9%	2641
	2002	1.2%	21.2%	0.2%	3.0%	10164

NOGA Branche	LSE	Medianlohn				Total N
		66%		50%		
		Männer	Frauen	Männer	Frauen	
33 Präzisionsinstr.	1998	2.2%	32.0%	0.0%	11.9%	10362
	2000	1.8%	22.3%	0.2%	7.7%	12547
	2002	1.7%	16.7%	0.2%	3.0%	39497
34 Automobilindustrie	1998	2.0%	6.5%	0.0%	6.5%	147
	2000	3.2%	65.9%	0.0%	2.4%	128
	2002	3.2%	34.3%	0.4%	13.1%	2853
35 Sonstiger Fahrzeugbau	1998	1.6%	15.5%	0.4%	4.9%	4205
	2000	1.5%	6.0%	0.5%	0.4%	2371
	2002	2.2%	11.0%	0.0%	1.9%	9035
36 Möbel und Instrumente	1998	3.3%	23.0%	0.5%	0.8%	2730
	2000	3.1%	27.4%	0.2%	5.1%	4122
	2002	3.6%	23.6%	0.3%	4.5%	10321
37 Rückgewinnung	1998	4.6%	75.1%	0.0%	24.8%	60
	2000	12.1%	12.0%	0.8%	0.0%	254
	2002	8.6%	27.9%	0.4%	3.5%	1312
40 Energieversorgung	1998	0.5%	5.8%	0.3%	1.8%	5139
	2000	0.2%	3.7%	0.0%	0.9%	5354
	2002	0.4%	4.3%	0.1%	0.5%	8835
45 Bau	1998	2.0%	13.0%	0.3%	1.6%	14869
	2000	2.1%	9.1%	0.3%	1.5%	26043
	2002	1.2%	9.1%	0.2%	1.1%	44716
50 Handel, Rep. Automobile	1998	8.7%	28.8%	0.1%	3.1%	5918
	2000	9.5%	30.1%	0.8%	5.8%	10794
	2002	8.7%	25.8%	0.6%	2.4%	17474
51 Grosshandel(ohne Auto)	1998	3.3%	14.1%	0.1%	1.9%	20224
	2000	3.4%	13.8%	0.4%	2.6%	31009
	2002	3.7%	12.9%	0.6%	1.9%	69317
52 Detailhandel (ohne Auto)	1998	10.2%	38.7%	0.8%	3.2%	90773
	2000	10.8%	39.5%	0.9%	2.9%	99576
	2002	10.0%	32.9%	0.6%	1.8%	123578

NOGA Branche	LSE	Medianlohn				Total N
		66%		50%		
		Männer	Frauen	Männer	Frauen	
55 Beherbergungs- und Gaststätten	1998	42.4%	56.8%	10.4%	14.9%	16481
	2000	42.2%	56.0%	7.5%	11.6%	18816
	2002	39.0%	54.7%	3.9%	6.2%	38683
60 Landverk. inkl. Rohrfern.	1998	4.5%	10.1%	0.5%	0.9%	35669
	2000	3.8%	9.8%	0.3%	2.5%	33864
	2002	6.1%	13.5%	1.1%	2.9%	46118
61 Schifffahrt	1998	6.1%	23.5%	4.1%	13.0%	979
	2000	9.5%	33.1%	6.1%	30.5%	788
	2002	25.3%	39.9%	17.4%	34.0%	1298
62 Luftfahrt	1998	2.9%	11.8%	0.1%	0.2%	6806
	2000	6.4%	13.4%	0.0%	0.6%	1719
	2002	7.1%	13.1%	0.1%	3.6%	1112
63 Hilfs- und Nebentätigk. Verkehr	1998	4.1%	11.4%	0.5%	0.4%	12757
	2000	5.5%	10.0%	0.6%	1.1%	18358
	2002	4.6%	9.1%	0.3%	0.8%	27786
64 Nachrichtenüberm.	1998	1.2%	2.2%	0.1%	0.4%	61428
	2000	1.8%	1.8%	0.2%	0.3%	64000
	2002	1.8%	2.6%	0.1%	0.1%	67273
65 Kreditinstitute	1998	0.4%	2.0%	0.0%	0.2%	25675
	2000	0.8%	1.6%	0.1%	0.4%	35783
	2002	0.4%	1.2%	0.0%	0.1%	50224
66 Versicherungen (ohne Sozialvers)	1998	1.0%	2.5%	0.2%	0.2%	23648
	2000	1.5%	1.9%	0.4%	0.3%	22501
	2002	1.0%	1.8%	0.2%	0.3%	36606
67 Kredit- Versichgew. verb. Tätigk	1998	1.6%	3.5%	0.5%	0.9%	2187
	2000	2.2%	4.9%	0.2%	0.9%	1877
	2002	3.0%	6.9%	0.9%	1.5%	5417
70 Grundstücks- und Wohnungsw.	1998	2.1%	7.3%	0.0%	1.1%	1863
	2000	3.5%	10.8%	0.5%	0.9%	3349
	2002	2.1%	6.7%	0.4%	0.9%	9163

NOGA Branche	LSE	Medianlohn				Total N
		66%		50%		
		Männer	Frauen	Männer	Frauen	
71 Vermietung beweglicher Sachen	1998	3.2%	11.2%	0.0%	0.0%	258
	2000	9.0%	6.4%	0.4%	0.2%	579
	2002	6.5%	10.6%	2.0%	1.5%	1580
72 Datenverarb. und Datenbanken	1998	1.6%	7.9%	0.2%	1.7%	4178
	2000	0.9%	4.1%	0.2%	0.6%	6134
	2002	1.0%	5.9%	0.1%	1.0%	16127
73 Forschung und Entwicklung	1998	1.4%	4.5%	0.4%	0.8%	1977
	2000	2.6%	7.4%	1.2%	3.5%	1884
	2002	0.8%	3.4%	0.1%	0.2%	6153
74 Unternehmensbezogenen Dienstl.	1998	4.4%	12.4%	0.4%	1.6%	14724
	2000	3.5%	12.5%	0.5%	1.8%	30113
	2002	5.3%	16.9%	0.5%	1.5%	76387
75 Öff. Verwalt. Vert. Sozialvers.	1998	0.2%	1.0%	0.0%	0.0%	6199
	2000	0.1%	0.7%	0.0%	0.0%	5919
	2002	0.2%	1.1%	0.0%	0.1%	17399
80 Erziehung und Unterricht	1998	4.0%	9.1%	1.9%	3.0%	3204
	2000	1.9%	7.4%	0.2%	1.3%	6375
	2002	3.6%	8.4%	0.4%	1.6%	28722
85 Gesundheits-, Vet. und Sozialw.	1998	5.3%	9.1%	2.1%	1.4%	16803
	2000	3.2%	8.5%	0.2%	0.9%	22844
	2002	3.7%	7.3%	0.5%	0.7%	94749
90 Abwasser- und Abfallbeseit.	1998	3.9%	9.4%	0.5%	1.5%	474
	2000	8.9%	19.9%	0.5%	6.7%	695
	2002	7.0%	10.5%	0.5%	1.3%	2283
91 Interessenvertret.	1998	2.9%	5.8%	0.2%	0.4%	3819
	2000	4.0%	7.3%	0.5%	0.8%	4493
	2002	3.0%	6.4%	0.6%	1.3%	14094
92 Kultur, Sport und Freizeit	1998	13.6%	17.5%	4.3%	5.8%	2030
	2000	11.9%	18.0%	3.3%	3.2%	4932
	2002	9.6%	14.1%	2.7%	2.8%	13977

NOGA Branche	LSE	Medianlohn				Total N
		66%		50%		
		Männer	Frauen	Männer	Frauen	
93 sonstigen Dienstleistungen	1998	29.2%	66.7%	7.1%	11.8%	2145
	2000	27.5%	69.1%	7.8%	13.3%	2921
	2002	19.9%	60.3%	2.0%	6.9%	4900
Total SCHWEIZ	1998	5.3%	22.8%	0.9%	3.9%	512719
	2000	5.1%	21.9%	0.7%	3.4%	588149
	2002	5.2%	20.5%	0.6%	2.3%	1147547

Tabelle A3: Verhältnis Lohn p90/p10 (Lohn 90% zu Lohn 10%) und p75/p25

NOGA	Branche	LSE	p90/p10	p75/p25	N
1	Gartenbau	1998	2.14	1.45	721
		2000	2.15	1.46	752
		2002	1.92	1.37	4960
14	Bergbau	1998	1.93	1.30	532
		2000	1.66	1.26	955
		2002	1.73	1.27	2470
15	Nahrungsmittel	1998	2.70	1.65	14203
		2000	2.15	1.53	11328
		2002	2.25	1.53	33645
16	Tabakindustrie	1998	2.76	1.49	1611
		2000	2.97	1.54	1746
		2002	3.03	1.61	1995
17	Textilindustrie	1998	2.34	1.54	919
		2000	2.37	1.61	1537
		2002	2.30	1.54	6507
18	Bekleidung	1998	2.86	1.66	1494
		2000	2.94	1.72	1568
		2002	2.94	1.61	2153
19	Leder	1998	2.32	1.59	545
		2000	2.56	1.62	566
		2002	2.65	1.62	853
20	Holzbearbeitung	1998	1.70	1.29	3060
		2000	1.77	1.30	2936
		2002	1.73	1.28	7977
21	Papier & Derivate	1998	2.44	1.47	2211
		2000	2.18	1.40	3432
		2002	2.19	1.43	7623
22	Verlag und Druck	1998	2.41	1.58	8588
		2000	2.36	1.55	10147
		2002	2.26	1.53	24441
24	Chemie	1998	2.10	1.41	34033
		2000	2.17	1.44	24927
		2002	2.49	1.54	39646
25	Gummi- und Kunststoff	1998	2.20	1.42	2689
		2000	2.13	1.42	3157
		2002	2.21	1.45	10322
45	Bau	1998	1.81	1.33	14869
		2000	1.77	1.31	26050
		2002	1.78	1.31	44716
50	Automobilhandel, -rep.Tankstellen	1998	2.19	1.48	5918

NOGA	Branche	LSE	p90/p10	p75/p25	N
		2000	2.15	1.45	10794
		2002	2.12	1.46	17474
51	Grosshandel(ohne Auto)	1998	2.76	1.66	20225
		2000	3.02	1.75	31010
		2002	2.82	1.67	69317
		2002	2.82	1.67	69317
52	Detailhandel (ohne Auto)	1998	1.88	1.37	90773
		2000	1.90	1.38	99577
		2002	1.92	1.36	123578
		2002	1.92	1.36	123578
55	Beherbergungs- und Gaststätten	1998	2.05	1.44	16485
		2000	1.98	1.39	18819
		2002	1.93	1.38	38683
		2002	1.93	1.38	38683
60	Landverkehr inkl. Rohrfernleitungen	1998	1.72	1.35	35669
		2000	1.79	1.40	33865
		2002	1.98	1.48	46118
		2002	1.98	1.48	46118
61	Schifffahrt	1998	2.56	1.49	979
		2000	2.45	1.42	788
		2002	4.63	1.72	1298
		2002	4.63	1.72	1298
62	Luftfahrt	1998	3.46	1.81	6806
		2000	3.16	1.72	1719
		2002	2.62	1.77	1112
		2002	2.62	1.77	1112
63	Hilfs- und Nebentätig. Verkehr	1998	2.31	1.52	12757
		2000	1.94	1.43	18359
		2002	2.25	1.48	27786
		2002	2.25	1.48	27786
64	Nachrichtenüberm.	1998	1.75	1.28	61428
		2000	1.96	1.33	64000
		2002	2.14	1.40	67273
		2002	2.14	1.40	67273
65	Kreditinstitute	1998	2.64	1.66	25675
		2000	2.87	1.74	35784
		2002	3.13	1.82	50224
		2002	3.13	1.82	50224
66	Versicherungen (ohne Sozialvers)	1998	2.64	1.67	23648
		2000	2.66	1.70	22501
		2002	2.63	1.69	36606
		2002	2.63	1.69	36606
67	Mit Kreditinst.- Versich. verb. Tätigk.	1998	2.96	1.73	2187
		2000	3.92	1.97	1877
		2002	3.93	1.98	5417
		2002	3.93	1.98	5417
70	Grundstücks- und Wohnungsw.	1998	2.60	1.61	1863
		2000	2.18	1.33	3349
		2002	2.41	1.48	9163
		2002	2.41	1.48	9163

71	<i>Vermietung beweglicher Sachen</i>	1998	2.55	1.55	258
		2000	3.02	1.80	579
		2002	2.79	1.61	1580
72	<i>Datenverarb. und Datenbanken</i>	1998	2.40	1.54	4178
		2000	2.61	1.64	6134
		2002	2.60	1.65	16127
73	<i>Forschung und Entwicklung</i>	1998	2.51	1.57	1977
		2000	2.59	1.63	1885
		2002	2.72	1.66	6153
74	<i>Unternehmensbezogenen Dienstl.</i>	1998	3.71	1.81	14725
		2000	3.75	1.86	30117
		2002	3.79	1.99	76388
75	<i>Öff. Verwalt.; Verteid., Sozialvers.</i>	1998	2.26	1.53	6199
		2000	2.38	1.54	5919
		2002	2.28	1.54	17399
80	<i>Erziehung und Unterricht</i>	1998	2.61	1.68	3204
		2000	2.87	1.73	6375
		2002	2.75	1.69	28722
85	<i>Gesundheits-, Veterinär- und Sozialw.</i>	1998	2.04	1.45	16805
		2000	2.09	1.49	22847
		2002	2.05	1.48	94750
90	<i>Abwasser- und Abfallbeseit.</i>	1998	1.90	1.45	474
		2000	2.06	1.50	695
		2002	1.94	1.42	2283
91	<i>Interessenvertret.</i>	1998	2.43	1.60	3819
		2000	2.65	1.60	4493
		2002	2.57	1.58	14094
92	<i>Kultur, Sport und Freizeit</i>	1998	2.84	1.66	2030
		2000	2.63	1.59	4934
		2002	2.90	1.79	13977
93	<i>sonstigen Dienstleistungen</i>	1998	2.14	1.43	2145
		2000	2.09	1.49	2921
		2002	2.44	1.52	4900
Total	Schweiz	1998	2.5266	1.618	512729
		2000	2.6406	1.6577	588177
		2002	2.6057	1.6359	1147549

Die Reihe SGB-Dossier. Bisher erschienen: *Titres déjà publiés dans la série Dossier de l'USS* :

11. Kollektive Lohnverhandlungen: Neue Herausforderungen für die Gewerkschaften. Eine empirische Untersuchung aus 10 Branchen (*avec un bref résumé en français*). August 2001.
12. Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2000. September 2001.
Évolution des effectifs des syndicats en l'an 2000. Septembre 2001.
13. Elektrizitätsmarktgesetz: Versorgungssicherheit nicht dem Markt überlassen, Dezember 2001.
Loi sur le marché de l'électricité: La sécurité de l'approvisionnement ne doit pas être abandonné au marché. Déc. 2001
14. Die Versorgungssicherheit nicht fahrlässig aufs Spiel setzen – Nein zum Elektrizitätsmarktgesetz. Dezember 2001
La sécurité de l'approvisionnement ne doit pas être négligemment mise en danger – Non à la Loi sur le marché de l'électricité (LME). Décembre 2001
15. Verankerte Gleichstellung? Eine branchenübergreifende Analyse von Gesamtarbeitsverträgen. Studie im Auftrag des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes (*avec résumé en français*), Februar 2002
16. Die lange Krise der 90er Jahre: Eine wettbewerbsfähige Wirtschaft braucht eine konjunkturstabilisierende Geldpolitik. März 2002 / *Les années 90 en Suisse : une économie compétitive nécessite une politique monétaire stabilisatrice. Mars 2002.*
17. Elektrizitätsmarktgesetz (EMG): Versorgung gefährdet, Preise für Kleinkunden steigend, Juni 2002
Loi sur le marché de l'électricité (LME): Approvisionnement en danger et augmentation des prix pour les petits client(e)s. Juin 2002
18. Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2001. Juli 2002.
19. Mehr Rechte für die Arbeitenden. September 2002. / *Plus de droit sur le lieu de travail. Septembre 2002*
20. Für eine neue Weiterbildungsoffensive und für das Recht auf einen bezahlten Weiterbildungsurlaub, Januar 2003
21. Lohn, Arbeit, Zeitgerecht verteilt ! Ergebnisse des 7. SGB-Frauenkongresses. Februar 2003
Temps, travail, salaire - redistribuons les cartes ! Résultat du 7^e Congrès des femmes de l'USS. Février 2003.
22. Betriebliche Kinderbetreuungsstrukturen, Beispiele aus der Praxis, Info und Adressen, März 2003
Action pour des structures d'accueil des enfants dans les entreprises (résumé)
23. Studie über die gesundheitlichen, sozialen und psychischen Auswirkungen der Nacht- und Schichtarbeit. August 2003.
(avec un résumé et les recommandations en français : étude sur les effets du travail en équipe et du travail de nuit sur la santé physique et psychique ainsi que sur la vie sociale. Août 2003)
24. Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2002. Sept. 2003
L'évolution des effectifs des syndicats en 2002. Septembre 2003
25. Invalidenversicherung: Problemanalyse und Handlungsoption, 5. IVG-Revision. Januar 2004
Assurance-invalidité : analyse du problème et solutions, 5^e révision de la LAI. Janvier 2004
26. Migrationspolitik: Welche Antworten ? April 2004. / *Politique de migration: quelles réponses ? Avril 2004*
27. Das missbräuchliche Unterbieten der Löhne gemäss den „flankierenden Massnahmen“, zur Personenfreizügigkeit. Mai 2004. / *La sous-enchère salariale abusive dans le cadre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des travailleurs. Mai 2004*
28. „Fair p(l)ay“ Frauen verdienen mehr! Mai 2004. / « Fair p(l)ay » *Les femmes méritent mieux ! Mai 2004*
29. „Made in Switzerland“, Erleichterte Einbürgerungen, am 26. September 2004 2 x JA. Juni 2004
« Made in Switzerland », naturalisations facilitées, le 26 septembre 2004 2 x OUI. Juin 2004
30. JA zum Erwerbersatz bei Mutterschaft. Argumentarium. Juli 2004
OUI à une allocation de maternité. Argumentaire. Juillet 2004
31. Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2003. August 2004.
L'évolution des effectifs des syndicats en 2003. Août 2004
32. Flankierende Massnahmen zum freien Personenverkehr. Februar 2005
Mesures d'accompagnement, libre passage des personnes. Février 2005
33. JA-zum Partnerschaftsgesetz. März 2005 / *OUI à la Loi sur le partenariat enregistré. Mars 2005*
34. Endlich existenzsichernde Renten : Erste Säule stärken – 3000 Franken Rente für alle (d/f). März 2005
35. Die Entwicklung des Tieflohnsektors in der Schweiz, 1998- 2002 (*avec un résumé en français*). April 2005

Nachbestellte Einzelnummern kosten Fr. 4.- pro Ex.; für Abonnent/innen des SGB-Pressedienstes gratis. Umfangreiche Nummern sind teurer, Fr. 10.- (inkl. Porto).

Chaque numéro commandé coûte 4 francs l'exemplaire (gratuit pour les abonnés au Service de presse de l'USS) ; prix plus élevé pour grands numéros, Fr. 10.- (Frais de port inclus).

Bestelltalon: einsenden an SGB, z.H. Edith Pretto, Elisabeth Dupont, Postfach, 3000 Bern 23;

Fax 031 377 01 02 oder per e-mail: info@sgb.ch.

Talon de commande: à envoyer à l'USS, c/o Edith Pretto/Élisabeth Dupont, c.p., 3000 Berne 23; télécopieur 031 377 01 02 ou par e-mail : info@sgb.ch.

Ich bestelle folgendes Dossier:	Nr./N°	Anzahl Ex./Nbre d'ex.
Je commande les Dossiers suivants:	Nr./N°	Anzahl Ex./Nbre d'ex.
	Nr./N°	Anzahl Ex./Nbre d'ex.

Ich bin beim SGB-Pressedienst abonniert:	JA []	NEIN []
Je suis abonné/e au Service de presse de l'USS:	OUI []	NON []

(Zutreffendes bitte ankreuzen) (*Veillez cocher votre réponse*)

Name/Nom, Vorname/Prénom:

Strasse/Rue:

Ort/Localité: